

2001 Reals die n° 1262

le monde libertaire



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1262
13 au 19 décembre 2001

13 F - 1,98 €
ISSN 0026-9433

Bruxelles La mondialisation dans les choux



« Les enfants ne sont la propriété de personne : ils ne sont ni la propriété de leurs parents ni la propriété de la société. Ils n'appartiennent qu'à leur future liberté. » Michel Bakounine

FIP 2520

Vie du mouvement

Éditorial

LE WEEK-END prochain, les dirigeants européens se réuniront pour clôturer la présidence belge de l'Union européenne et examiner les exigences des faisceaux de groupes de pression et de gérants du capital, dont les flux déterminent les politiques à adopter afin que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Le problème est que ce monde n'est pas le nôtre, et que pour la plupart d'entre nous, il n'est même pas possible d'y vivre décemment. Les habitants de l'Union européenne n'ont pas leur mot à dire sur la sauce à laquelle ils sont mangés.

Les dirigeants « démocratiquement » élus ont une vision particulière de la démocratie : un parlement élu au suffrage universel, dont les pouvoirs sont extrêmement limités, cache un autre parlement, virtuel celui-là, constitué des maîtres du capital, regroupés en faisceaux de pressions telle que la table ronde européenne qui, parce qu'ils contrôlent les flux des capitaux, contrôlent de fait l'économie et, par ce biais, imposent leurs lois.

Chez ces décideurs un euro égale une voix, et l'individu n'est qu'une unité de consommation ou/et de production qu'il appartient aux États et aux médias de formater et de contrôler afin qu'il s'insère dans le modèle de société qu'ils jugent optimal pour leurs profits. L'État, pour ces profiteurs, doit se résumer à ces fonctions régaliennes de maintien de l'ordre (et à la socialisation des pertes de profit que leur décision pourrait engendrer) et si, pour ne pas laisser apparaître leur visage de monstre, ils laissent s'exprimer une certaine contestation, il faut que celle-ci reste superficielle et ne remette pas en cause leur modèle.

Nous, anarchistes, affirmons qu'un autre monde est possible où chacun, maître de lui-même, participera à l'organisation de la société. C'est pourquoi nous serons présents à Bruxelles pour montrer que nous ne voulons pas de ce monde qu'ils nous préparent et nous imposent, et que ce n'est pas quelques aménagements superficiels qui pourraient le rendre plus humain, mais que nous voulons en changer les bases. Ils nous considèrent comme rien, montrons leur que nous sommes tout.

CHAMBÉRY (73) : manifestation contre la guerre tous les jeudis à 18 h, rassemblement à la Sasso.

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15 h 30 place Saint-Sever à Rouen, BP 402, 76723 Rouen Cedex.

NANCY (54) : manifestation contre la guerre, tous les samedis à 15 heures place Maginot.

NANCY (54) : le groupe Marénoire organise tous les mercredis une table de presse à la faculté de lettres de 12 à 14 heures avec le SCALP et la CNT. Vente du *Monde libertaire* tous les jeudis entre 13 et 14 heures à la faculté des Sciences (Nancy-Vandoeuvre). C'est une occasion pour prendre contact avec le groupe Marénoire de Nancy.

Jusqu'au 15 décembre

MONTREUIL (93) : l'exposition Louise Michel (1830-1905) est prolongée jusqu'au 15 décembre 2001. Musée de l'histoire vivante, 31, bd Théophile-Sueur.

Jeudi 13 décembre

IVRY (94) : une soirée-hommage, à Julien, fondateur de Radio-

Jeudi 13 décembre

Si vis Pacem : 18 h-19 h 30 : Mouna et les jouets guerriers. Invité : Gérard Durand et les Amis de la vie.

Epsilonia : 22 heures. L'émission Epsilonia invite Alain Mahé. Ce compositeur sera assisté de trois des musiciens qui l'ont accompa-

Agenda



Libertaire, est organisée le jeudi 13 décembre à 20 h au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry. Téléphoner pour réservation au 01 46 72 64 68. Entrée gratuite.

NANTES (44) : à 16 heures, dans le cadre d'un goûter anar, débats-échanges organisés par le groupe de Nantes de la FA: « élections, pourquoi s'abstenir ? », au 17 rue Paul Bellamy, à Nantes. Permanence les mardis de 19h30 à 20h30 au 17, rue Paul Bellamy. Adresse: ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex1.

samedi 15 Décembre

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle à la mobilisation en soutien aux sans-papiers de l'agglomération rouennaise en cette

période de répression accrue. Venez manifester votre solidarité samedi 15 décembre à partir de 15 heures place de la cathédrale.

ROUEN (76) : la librairie alternative et libertaire L'Insoumise appelle tou(te)s ses adhérent(e)s à son assemblée générale trimestrielle le samedi 15 décembre à 15h30 dans ses locaux au 128, rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen

Dimanche 16 décembre

PARIS (75) : concert de soutien au Scalp-No Pasaran avec Western Spécial (ska dance hall, reims) et Yellow Umbrella (ska dance floor, Dresden, Allemagne). À 17 heures, au CICR, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Entrée : 30 francs.

Jeudi 20 Décembre

PARIS (75) : à l'occasion de la sortie aux éditions Cerisier de l'ouvrage *Livre accès*, écrit par le collectif sans ticket, le Réseau pour l'abolition des transports payants organise une rencontre avec les écrivains. Ce débat sera précédé de la projection de l'émission *Coup de pouce*, d'une durée de 26 minutes, censurée par télé Bruxelles. A 20h30, au CICR, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

Jeudi 20 décembre

Si vis Pacem : la trêve de Noël pour éduquer contre les guerres avec des membres du Mouvement international de la réconciliation.

Jeudi 27 décembre

Si vis Pacem : à la mémoire de Raymond Rageau, membre fondateur de l'Union Pacifiste.

Sur Radio libertaire

gné lors de son dernier concert « la marée » : Carol Robinson (clarinette), Emmanuelle Tat (piano) et Kamal Hamadache (électronique en direct). Alain Mahé compose pour le théâtre ou réalise des spectacles alliant la musique électro-acoustique, les instruments traditionnels et l'improvisation.

simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, le *Monde libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occasion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de dégager les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.

L'administrateur

À la petite semaine

Le minoritaire

L'homme est un rebelle : il vote à gauche ! C'est un minoritaire. Mais attention, il a, lui, minoritaire chez les minoritaires, le courage de ses opinions : il fait savoir haut et fort, et répète - certains commencent même un peu à s'en lasser - qu'il est un homme de gauche et qu'il vote à gauche. Petit commissaire du peuple envoyé en mission dans les campagnes durant sa parenthèse révolutionnaire, il y a bien longtemps, il fit lecture du « Petit Livre rouge » de Mao dans les étables, de quoi rendre les vaches folles bien avant les farines animales. Faut de soulever les masses paysannes, il a gardé de cette plongée dans la France profonde un goût pour les porcberies, et c'est donc tout naturellement qu'il fréquente assidûment les plateaux les plus racoleurs de la télévision, ce refuge bien connu des indomptables minoritaires. C'est là, en effet, que, minoritaire parmi la minorité des minoritaires, on a pu le voir citer consciencieusement les pompes de Jack Lang, de Colm-Bendit et de Laurent Fabius, des minoritaires dans

leur genre eux aussi, comme lui. Une telle témérité ne va bien sûr pas sans risques, car il est des pontes du petit écran, toujours proche des majorités, qu'indispose cette folle audace répétée qui consiste à clamer devant les caméras qu'on est de gauche et qu'on vote à gauche. Et là où on pouvait voir Gérard Miller vingt fois par semaine à la télévision, on ne l'aperçoit plus désormais que dix-neuf fois, plus minoritaire qu'hier et bien moins que demain.

Heureusement, la sortie de son dernier livre, « Minoritaire », objet d'une discrète promotion minoritaire, nous permet déjà d'entendre un peu plus la douce mélodie de sa voix de procureur sentencieux. En empruntant le chemin des studios, il devrait toutefois se souvenir de ce que disait le grand Mao Tse-tong, ou Lacan, je ne sais plus : « Un jour viendra où on pendra le dernier m'as-tu-vu médiatique avec les tripes du dernier contestataire pour audimat. »

Floréal

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

lemonde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois 13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois 25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an 45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

L'Union européenne : la mondialisation à l'échelle continentale

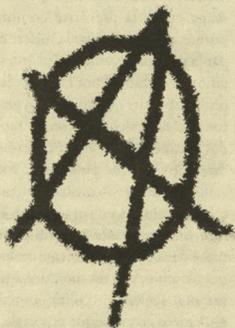
COMMENTANT le prochain sommet européen à Bruxelles les 13 et 14 décembre 2001, M. Cohn-Bendit met en garde contre tout amalgame entre le G8 et l'Union européenne. Plus fort encore, M. Jospin souhaite que l'Union européenne soit un rempart contre la mondialisation. Est-ce qu'ils et elles se sont trompé(e)s de cible, ces manifestant(e)s anti-mondialisation qui ont défilé dans les rues de Nice et de Göteborg à l'occasion des derniers sommets européens ? Quel est le véritable caractère de l'Union européenne ? Comment juger sa politique économique ? Quelle est sa position face à la mondialisation ? Quelle est la réalité de la disparition des contrôles aux postes frontières et quelle est celle de l'« ouverture » des frontières intérieures ?

Le début de l'unification européenne est marqué par la fondation de plusieurs communautés. La première a été – et c'est tout à fait intéressant – une alliance militaire : l'Union occidentale (1948), qui intégrera en 1950 l'OTAN. On est alors assez éloigné de l'image civile et pacifique que se donne aujourd'hui « l'Europe des quinze ».

Le deuxième acte fut d'ordre économique : le 18 avril 1951 naît la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA en 1957). Suivent Euratom et la Communauté économique européenne (CEE). La primauté de l'économie restera le fil rouge de l'unification européenne : c'est après la création du Marché commun que se constitue le Parlement européen (1958). Ce n'est que depuis 1979 que les citoyen(ne)s européen(ne)s ont le droit d'élire le député(e)s européen(ne)s. Les pouvoirs du parlement n'ont pratiquement pas évolué depuis 1958. Les vrais centres du pouvoir restent les gouvernements nationaux, et dans une moindre mesure la Commission européenne.

Cette unification régionale n'a pas provoqué la création d'un marché fermé aux pays non membres. Elle ne représente donc pas un obstacle au phénomène de la mondialisation. Les accords européens, comme d'autres en Asie et sur les deux continents américains, ont plutôt servi de modèles pour les accords internationaux. Les projets régionaux peuvent être considérés comme une phase d'apprentissage pour les institutions étatiques et les entreprises, avant de passer à la deuxième phase : la mondialisation.

À l'époque du fameux « État providence », la consommation des classes populaires était encore considérée comme un débouché essentiel de la production capitaliste. Depuis le début des années 80, la bourgeoisie a changé de stratégie. Le commerce international a significativement augmenté, le marché intérieur a perdu son rôle clé, les revenus des classes populaires stagnent ou sont en baisse, la misère se répand, surtout par le biais du chômage. Pour les classes populaires, la nouvelle stratégie « mondialiste » du capitalisme se manifeste par une attaque contre leur portefeuille.



Dans ce contexte, les gouvernements nationaux se sont rendu compte, que « l'Europe » est l'outil idéal pour faire passer des mesures impopulaires. Il est plus facile de « regretter » d'être obligé d'appliquer telle ou telle directive européenne que de faire voter le même texte dans un parlement national. Il s'agit évidemment d'une grande duperie : soit ces directives sont adoptées par les conseils rassemblant l'ensemble des gouvernements des États membres, soit ces mêmes conseils décident d'en transférer la compétence à Bruxelles.

Par exemple, depuis 1982, la Commission européenne décide seule en matière de privatisation des services publics. Ce transfert de compétence libère les gouvernements nationaux d'un sujet potentiellement explosif. De plus, il rend pratiquement irréversible le mouvement de privatisation. Néanmoins, il suffit de taper fortement sur la table pour que ces directives prétendues impératives ne soient pas appliquées : après la grève générale de 1995, la France a gelé les tentatives de privatiser la SNCF, ce qui prouve que les gouvernements nationaux bénéficient encore d'une très grande marge politique.

La nouvelle Banque centrale européenne (BCE) agit dans la plus

totale indépendance et prône depuis sa création un véritable intégrisme de la stabilité monétaire qui se distingue clairement du pragmatisme de la Fed américaine. Il est de toute façon trompeur d'opposer le capitalisme européen à visage humain au capitalisme sauvage américain. Les désaccords entre Européens et Américains sont fonction de conflits d'intérêts économiques : les Européens cherchent à protéger leur industrie aéronautique, les Américains leurs éleveurs de bœufs, et réciproquement.

Mais Européens et Américains se retrouvent bien souvent unis, lorsqu'il s'agit de plumer les pays pauvres. Ainsi, le compromis proposé par l'Europe des quinze pendant les négociations de l'OMC au Qatar sur l'accès des pays du sud aux médicaments brevetés n'a pas été franchement plus « généreux » que la formule avancée par les États-Unis. Le sacro-saint principe de la propriété intellectuelle n'a pas été touché. Si l'Europe se paie parfois le luxe de se positionner de manière plus souple sur le principe du libre-échange, c'est parce qu'elle sait qu'elle peut toujours compter sur une position plus ferme des États-Unis.

Il est intéressant de rappeler la position américaine sur ce sujet au XIX^e siècle. Ainsi, cette superbe citation du président Ulysses Grant (1822-1885) :

« Pendant des siècles, l'Angleterre a pu bénéficier d'un régime de protection qu'elle a poussé à l'extrême. Sans nul doute, c'est à ce système qu'elle doit sa puissance actuelle. Au bout de deux siècles, l'Angleterre a trouvé bon d'adopter le libre-échange parce qu'elle pense que la protection ne peut plus rien lui apporter. Eh bien, messieurs, ce que je sais de mon pays me porte à croire que d'ici deux siècles, lorsque l'Amérique aura tiré tout

ce qu'elle peut d'un système de protection, elle aussi adoptera le libre-échange. »

Il est vrai que les plus belles réussites de « rattrapage économique » se sont appuyées sur des systèmes foncièrement protectionnistes : en Allemagne, aux États-Unis et au Japon au XIX^e siècle ; en Corée du Sud, à Singapour, à Hongkong et à Taïwan au XX^e siècle.

Dans une logique de concurrence accrue entre les trois pôles de l'économie mondiale (Europe, États-Unis, Japon), l'unification européenne est surtout le cadre qui devrait permettre aux pays membres de s'imposer comme puissance économique mondiale sur les marchés, à armes égales avec les États-Unis et le Japon. Après la création du plus grand marché commun de la planète, véritable acquis pour le capital européen, c'est maintenant l'euro qui est censé faire concurrence au dollar. L'unification monétaire de onze pays européens pousse la logique de la concurrence encore plus loin : avant l'arrivée de l'euro, les économies nationales en difficulté pouvaient assez facilement rétablir leur compétitivité internationale par le biais d'une dévaluation de leurs monnaies. Aujourd'hui, les seuls remèdes qui restent sont la baisse des salaires et des cadeaux fiscaux pour les entreprises. Le dumping social risque de provoquer une spirale vers le bas à l'échelle continentale.

L'Europe des quinze, ce serait aussi l'ouverture des frontières internes, la disparition des contrôles frontaliers. Malheureusement, cette « ouverture » est plus réelle pour les biens que pour les êtres humains. Le démontage des postes-frontières entre les pays membres a été accompagné d'un renforcement féroce des contrôles

aux frontières extérieures de l'Union, qui sont devenues pratiquement infranchissables légalement pour les ressortissants des pays pauvres (à l'exception évidemment des policiers, des hommes d'affaires, etc.).

De plus, les contrôles des frontières intérieures n'ont pas du tout disparu, ils sont seulement moins visibles, mais plus efficaces : les douaniers peuvent maintenant intervenir dans une zone de vingt kilomètres de la frontière avec les pays voisins et des gares, ports et aéroports internationaux. Et ils utilisent fréquemment ce droit, notamment aux Pays-Bas.

Quant aux citoyen(ne)s d'Europe, leur liberté d'installation dans n'importe quel pays des quinze est un mythe. En effet, les étrangers ressortissants de l'Union européenne doivent toujours obtenir une carte de séjour et doivent justifier de ressources supérieures au RMI du pays d'accueil. Ils restent toujours menacés d'expulsion administrative pour atteinte à l'ordre public. Il y a déjà eu des Espagnols expulsés de France, des Italiens d'Allemagne !

L'Europe des quinze ne se donne même pas l'apparence d'une légitimité démocratique. Systématiquement, les citoyen(ne)s de pays membres se trouvent totalement exclu(e)s de toute prise de décision, notamment en matière économique. Le grand « acquis » de l'unification – l'ouverture des frontières internes – est plus imaginaire que réel. Pour répondre à M. Cohn-Bendit et à M. Jospin : l'Union européenne, c'est la mondialisation à l'échelle européenne !

Martin

groupe de la métropole lilloise de la FAI

Italie

Manifeste antimilitariste

Ce sont les maîtres qui font les guerres ! et le terrorisme ! Les maîtres sont les États, les gouvernants, les leaders, les armées, qui parlent et agissent au nom et pour le compte de foules qui ne leur ont jamais rien délégué. Les maîtres sont les capitalistes qui, quand ils ne réussissent plus à exploiter la vie, s'enrichissent avec la mort. Les

maîtres, ce sont les Églises (catholiques, islamiques, hindouistes, etc.), qui au nom de Dieu demandent à leurs sujets de se massacrer. Les maîtres sont ceux qui se prétendent supérieurs, les maîtres sont ceux qui pensent, sans le dire, qu'ils sont supérieurs. Les maîtres sont ces camps opposés qui, ensuite, se retrouvent tous à la même table. Les maîtres sont ceux qui veulent que les femmes restent à la maison et même bien couvertes. Les maîtres sont ceux qui pensent que la nature est le jardin devant chez eux et que tout le reste n'est qu'ordures. Les

maîtres sont ceux qui pensent que tout incombe toujours aux autres. Les maîtres sont ceux qui plient sans jamais se briser.

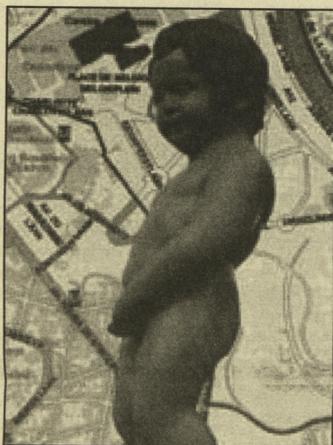
Contre toutes les guerres, contre toutes les armées, les États et le capital, contre toute forme de subordination, de coercition, de soumission, désertez !

Fédération anarchiste italienne
Fédération anarchiste sicilienne
Commission de correspondance de la FAI

Paru dans *Umanità nova*
du 11 novembre 2001

Une autre Europe pour un autre monde ! Bruxelles, machine de guerre contre les droits sociaux

LE SOMMET de Laeken, à côté de Bruxelles, clôture la présidence belge de l'Union européenne au deuxième semestre 2001. Malgré les dénonciations et les résistances de plus en plus nombreuses contre la politique en faveur du capital menée par les instances européennes, l'étape actuelle de la construction de l'Union européenne approfondit cette logique : en faveur du patronat, en renforçant les inégalités, l'injustice sociale, les dominations que ce soit à l'intérieur même de l'Europe,



entre les plus riches et ceux et celles qu'ils/elles exploitent, ou par rapport aux pays de l'Est ou du Sud. Le sommet de Laeken doit marquer le coup d'envoi de la préparation d'une Constitution européenne, dont le préambule serait la Charte des droits fondamentaux. C'est précisément contre cette charte qui constitue un nivellement par le bas des droits sociaux que nous nous étions mobilisé(e)s par milliers à Nice en décembre 2000. Cette charte reste d'actualité pour les dirigeants et dirigeantes européens, en complète opposition avec les attentes et les besoins des majorités sociales. C'est pourquoi nous nous mobilisons de nouveau, pour refuser d'être dépossédés de nos droits élémentaires et en conquérir de nouveau. Toutes ces résistances, toutes les revendications que le mouvement libertaire contribue à animer et à promouvoir, sur une base d'action directe et d'auto-organisation, prennent place dans une lutte de longue haleine pour transformer radicalement la société, socialiser les richesses, construire l'égalité, bâtir une démocratie autogestionnaire et libertaire. L'Europe du mensonge. Depuis le début de la « construction européenne », les politiciens et politiciennes, de tous les pays et de tous les bords, nous mentent sur leurs véritables objectifs, et sur les véritables conséquences de leurs actes et décisions.

L'Europe n'a pas d'autre objectif que de se renforcer politiquement. L'impérialisme, dont sont victimes la plupart des populations de la planète, est une des sources de la barbarie actuelle. Le productivisme capitaliste nous conduit droit dans la mur. Il paraît évident que nous atteignons les limites écologiques de la planète : dérèglement du climat, réchauffement de la planète, vache folle ? Les décideurs économiques et leurs exécutants politiques œuvrant pour un développement et prônant le productivisme afin d'augmenter les profits, sont de véritables criminels contre la nature ! Ils risquent de rendre la Terre invivable !

« L'Europe, c'est plus de liberté pour les transactions financières, y compris de blanchiment d'argent, pour les marchandises, produites de manière irrationnelle toujours plus loin des lieux où elle seront consommées, ce qui conduit à la pollution à travers le tout-camion, et à monter

les travailleurs et les travailleuses les uns et les unes contre les autres en les mettant en concurrence. Mais c'est toujours moins de libertés pour les populations, pour les groupes sociaux et les classes dominées ! C'est toujours moins de droits et d'espaces démocratiques pour nous organiser et mener la lutte sociale. Les immigrés sont les plus durement frappés par les mesures liberticides sur lesquelles l'Union européenne se construit. Partout en Europe, on assiste à une traque des sans-papiers, à des expulsions à tour de bras, qui dans bien des cas renvoient les immigrés à l'oppression, à la misère et à la mort. Mais ces mesures touchent toutes les personnes qui vivent dans les pays européens. Les atteintes aux libertés publiques et individuelles sont la norme. Les guerres servent de prétexte pour renforcer de façon continue les politiques d'exception, dans une véritable logique de construction d'un pouvoir discrétionnaire du capital et des appareils étatiques sur la société. Face à cette situation, nous réclamons un large développement des libertés publiques et des droits fondamentaux et en premier lieu la liberté de circulation et d'installation pour tous, sans condition de nationalité. Nous réclamons l'abolition des lois xénophobes partout en Europe. Nous prônons la solidarité internationale concrète avec

tous les pays dont sont issues les populations immigrées des pays européens.

« L'Europe, c'est plus de prospérité ? »

L'Europe, ce sont par dizaines de millions des travailleurs et travailleuses de plus en plus exploités, contrôlés, dominés et précarisés. Ce sont par millions des prolétaires acculés à la pauvreté par des salaires de misère, des millions de chômeurs et chômeuses, de sans-abris, de mal-logés, de mal-soignés, assistés, scolarisés ! La prospérité est réservée à une minuscule fraction de la population, les capitalistes industriels ou financiers et leurs gardes rapprochées de politiciens, de technocrates et d'experts, ceux et celles qui spéculent en Bourse, décident des « licenciements boursiers » et des délocalisations d'entreprises, ceux et celles qui se gavent de subventions et de cadeaux fiscaux. Pour notre part, nous refusons catégoriquement la logique capitaliste d'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité. Nous nous battons, au fil des luttes, pour imposer une redistribution réelle des richesses et avancer vers la concrétisation du principe « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens ». Cette répartition, nous voulons qu'elle aille jusqu'à l'autogestion de tous moyens de production et d'échange. Dès maintenant, nous combattons pour gagner sans cesse du contre-pouvoir et de la capacité d'alternative face au capital et aux appareils étatiques. Nous poursuivons la lutte pour l'extension et la généralisation des droits des travailleurs et travailleuses et de tous les dominés jusqu'à l'expropriation des patrons et des actionnaires et à la destruction de leurs pouvoirs sur la société.

« L'Europe, c'est la paix ? »

Les différents pays de l'Union européenne sont pour un grand nombre partie prenante de l'OTAN, qui est le plus grand facteur de conflits dans le monde. Ces pays ont activement participé aux guerres en Irak, en ex-Yougoslavie, et maintenant en Afghanistan. L'Europe vend des armes et forme des militaires, des policiers et policiers pour les pires dictatures du monde. C'est pourquoi nous réclamons immédiatement la reconversion des industries d'armement à des fins civiles et d'utilité sociale, le démantèlement des armées, l'accueil des déserteurs du monde entier pour contraindre les pouvoirs publics à prendre des mesures concrètes pour aider les luttes d'émancipation de par le monde, et aujourd'hui, tout spécialement

celles menées par les femmes démocratiques et révolutionnaires en Afghanistan.

« L'Europe, c'est la sécurité ? »

La sécurité, c'est pour les boursico-teurs, les licenciés et les politiciens véreux ! Mais l'Europe, c'est surtout l'insécurité écologique et alimentaire : marées noires, catastrophes industrielles, vache folle, OGM ! C'est également l'insécurité policière. Les flics ont tous les droits, multiplient les fichages, les répressions et ne se privent pas de contrôles au faciès, soutenus par des lois xénophobes. L'Europe, c'est les tirs à balles réelles et les assassinats pour les opposants et les opposantes, à Göteborg ou à Gènes. Enfin, c'est l'insécurité sociale, avec l'institution du chômage et de la précarité comme norme, pour casser par la misère et par la peur toute velléité de contestation et de lutte. Pour faire reculer cette insécurité quotidienne, il faut rompre radicalement avec le productivisme capitaliste, imposer un droit de contrôle pour tous, travailleurs, usagers, consommatrices et consommateurs, sur les productions et leur utilité sociale, construire dans et par la lutte une égalité qui ne soit pas qu'un mot, une égalité non seulement politique mais également économique et sociale.

« L'Europe, c'est la démocratie ? »

L'Europe des bureaucrates ne trouve rien à redire à la présence de gouvernements comprenant des ministres fascistes en Autriche et en Italie. Elle ne tient aucun compte des référendums, au Danemark et plus récemment en Irlande, contrairement à une construction européenne en faveur des patrons. Elle les ignore tout simplement, ou les reconomme jusqu'à ce que le résultat convienne aux technocrates bruxellois. Le fonctionnement de l'Europe est anti-démocratique, il est le fait d'un gang de technocrates au service exclusif des bourgeoisies et des multinationales. Les populations occidentales, en particulier européennes, ne pourront pas éternellement se dire irresponsables des politiques mises en œuvre par leurs gouvernements respectifs. En effet, c'est en leur nom que la barbarie capitaliste s'exerce. La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple. Les gouvernements, dits démocratiques, sont élus sur la base de programmes proposés à leurs électeurs, sans que ceux-ci aient de compte à rendre à personne. La réalité montre que les populations n'ont aucun contrôle et ne déterminent pas les politiques menées par leurs gouvernements. Ainsi à Gènes, les responsables du G8 ne

peuvent entendre les revendications des 200 000 manifestants et manifestantes, préférant le recours à la force et assassinant l'un des nôtres. Par contre, la commission européenne est soumise volontairement aux pressions des lobbies des multinationales et consorts rassemblés dans un immeuble proche de ladite commission. Autrement dit, 200 000 manifestants ne sont pas écoutés, mais les responsables politiques et bureaucratiques prêtent une grande oreille aux lobbies capitalistes. Où est la démocratie ? Nous refusons cette conception d'une démocratie de marché, vide, coupée des gens. Nous voulons la démocratie directe et autogestionnaire, le débat élargi à tout ce qui touche nos vies, une organisation véritablement fédéraliste de la société, s'appuyant sur une institution décidée depuis la base, égalitaire dans l'accès et l'exercice du pouvoir, anti-hiérarchique et anti-bureaucratique.

« L'Europe, c'est la liberté de circulation ? »

Les politiques européennes se caractérisent par une déréglementation de plus en plus importante des conditions de travail. Elle se traduit par un développement de la précarité et de la misère, une disparition des dispositifs sociaux et une privatisation de tout ce qui peut être rentable : santé, éducation, transport ? Cette privatisation de l'espace public s'accompagne d'une nouvelle politique concernant les populations paupérisées. Ainsi, la gestion de la misère fait de plus en plus appel à la prison. L'apartheid social est le corollaire de cette évolution du capitalisme. Un des objectifs de la politique européenne (objectif non exclusivement européen, mais partagé par toutes les grandes puissances) est de fixer les pauvres là où ils sont. Cela conduit à transformer l'Europe en véritable forteresse. Ainsi les politiques de l'immigration sont de plus en plus coercitives. Le but n'est pas d'expulser tous les immigrés clandestins d'Europe. C'est impossible pour trois raisons :

- Manque de moyens : combien faudrait-il d'avions, de bateaux pour expulser tous les clandestins ?

- Problème politique : si un État veut expulser tous les clandestins, il lui faut organiser des rafles gigantesques et ouvrir des camps à grande échelle. Les États européens peuvent difficilement risquer un tollé à ce sujet.

- Problème économique : les clandestins sont une main-d'œuvre corvéable à merci, faisant pression, malgré elle, sur le marché du tra-

Suite en page 5

L'Inserm et la théologie prohibitionniste dans tous ses états !

AUTOUR de la question des drogues, il existe une forme de sacralité. Les élections s'approchant dans une atmosphère sécuritaire, on peut déjà parier qu'aucun parti n'osera publiquement et avec énergie avancer l'idée d'une éventuelle dépenalisation. On ne s'attaque pas au sacré ! La politique prohibitionniste s'appuie sur trois logiques : l'abstinence comme règle, la désintoxication (par le soin clinique ou l'enfermement) pour les usagers, l'éradication de tout trafic et production. Cette position politique n'est pas pertinente :

- l'abstinence est une règle strictement moraliste qui s'appuie sur l'abstinence religieuse condamnant ainsi toutes les formes de plaisir.

- la guerre mondiale de la drogue lancée par Nixon nous a depuis montré son échec : statistiquement les usagers ne se désintoxiquent pas et le trafic ne fait que s'amplifier d'année en année. Malgré son échec complet

(tant répressif que sanitaire), le maintien de la politique prohibitionniste ne peut être compris et ne peut que s'expliquer dans une perspective religieuse et du langage liturgique qui se doit de l'accompagner : perte de repères, les vices (comme pour le sida) qui se payent par de grands malheurs.

Un pseudo recherche scientifique pour justifier cette sacralisation

Depuis 1993 on connaissait des rapports émanant de ministères contredisant la logique prohibitionniste. Pour commencer, c'est la commission Henrion qui signale les contradictions entre les logiques répressives et sanitaires, puis ce fut le tour du rapport Roques ou de la Mildt qui soulignaient à leur tour le danger relatif entre autres du cannabis puisque ce dernier se situe au niveau d'accessibilité entre l'alcool de fermentation et de distillation. Pour les prohibitionnistes et l'État

garant de la loi, de l'interdit et de sa fonction symbolique, il était nécessaire de rétablir l'équilibre. Peu importe que les conclusions soient hâtives, la démarche peu scientifique, peu liées à une recherche de soin (même si c'est l'Inserm qui fait le travail) : l'enjeu est de remettre à pied le langage liturgique.

Le rapport « Cannabis, quels effets sur le comportement et la santé ? » a été publié à la fin du mois de novembre, et la presse en a profité pour rappeler le jeu dangereux de toute volonté de dépenalisation : nos moralistes prenaient leur revanche. Le contenu importait peu ! Et, effectivement, celui-ci peut laisser songeur... Le point le plus médiatisé fut celui du cancer où l'Inserm affirme que la quantité de goudron présent dans la fumée de cigarette de cannabis est d'environ 50 mg contre 12 mg pour le tabac avec des risques accrus de cancer du pharynx, de l'oesophage, du larynx... Au-delà du fait que l'Inserm évite de nous livrer ses méthodes de recherche, on oublie délibérément de nous parler des méthodes (pourtant efficaces) qui permettent de se protéger contre le goudron en particulier avec les narguilés (schilum) pouvant ainsi utiliser un filtre d'eau et donc capter près de 90 % du goudron. Sinon rien de neuf. On y apprend qu'il ne faut pas en abuser, que les risques neurologiques sont négligeables car réversibles, qu'il existe une perte de mémoire à court terme, qu'il réduit les réflexes à court terme (posant des problèmes en particulier en voiture)... La conclusion est même déconcertante soulignant le manque d'études épidémiologiques sur le sujet !

Car effectivement, pour nous anti-prohibitionnistes, il n'a jamais

été question de nier les dangers d'un produit, comme il n'a jamais été question de nier le besoin de fuite. Mais cette recherche remplissait sa fonction principale, celle de justifier le sacré au-delà de toute recherche rationnelle.

Pendant ce temps la répression continue

La répression se poursuit avec en France près de 100 000 arrestations annuelles, sorte de loterie légale où malgré tout il vaut mieux vivre dans les quartiers de centre-ville qu'être maghrébin en cité. La solidarité, même faible et trop faible, existe. Mais trop souvent elle ne défend que des gens présentables !

C'est ainsi (entre autres par l'intermédiaire d'un certain Ardisson) que l'on parle de plus ou plus de Michaël Le Blanc. En décembre 1995, il est parti travailler pendant une année en Malaisie. Il s'est installé ensuite à Bali en Indonésie. En décembre 1999, il a rejoint un ami français pour quelques jours de vacances en Inde. Au retour, son ami lui a confié des bouteilles d'air comprimé, partie d'un équipement de plongée sous-

marine, car Michaël n'avait pas d'excédent de bagage. Au passage de la douane de l'aéroport de Bali, Michaël fut arrêté sous prétexte que dans les bouteilles il y avait 3800 g de haschisch. Lors de son arrestation, il n'a pas assisté à la prétendue découverte de cette drogue dans les bouteilles qu'il transportait. Le procureur avait requis la peine de mort estimant qu'il avait sciemment essayé d'introduire illégalement la drogue en Indonésie dans le but de la commercialiser. Le verdict, prononcé le 16 novembre 2000, a été la détention à perpétuité. Ses avocats ont immédiatement introduit un appel... Dans un courrier du comité de soutien, on nous rappelle que Michaël a « fréquenté l'école primaire de Bonneville et le collège privé Sainte-Marie de la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie). Il a fait partie du mouvement scout de Cluses (Haute-Savoie). Il a obtenu sa formation professionnelle à l'école de cuisine de Chamonix. Il a travaillé ensuite dans différents restaurants en Suisse et en Belgique... » Ces propos ne sont pas destinés aux juges d'Indonésie mais aux soutiens !

Que dire de Bernard Rappaz qui est en grève de la faim depuis le 15 novembre suite à son arrestation pour avoir distribué (avec l'ordonnance de médecins) du chanvre thérapeutique. Là encore, les avocats et soutiens vont mettre en avant ce gentil employeur, chef d'entreprise d'une vingtaine d'ouvriers qui attendent avec impatience le retour de leur patron...

Ce n'est pas un hasard si sur les milliers d'interpellations et d'arrestations ce sont les deux cas les plus médiatisés. Et tant mieux si la médiatisation nécessaire de ces deux situations pourra faire avancer les choses. Mais notre solidarité doit dépasser le stade du gentil blanc bourgeois et si possible avec une éducation chrétienne !

Théo Simon
groupe FA de Nantes

Suite de la page 4

vail pour développer la précarité. Le but est de disposer d'une main-d'œuvre acceptant des conditions de travail des plus précaires et des salaires de misère. Des pans entiers de la production ne pourraient être rentables sans les conditions d'exploitation de ces personnes : bâtiment, restauration, hôtellerie, confection, agriculture, etc.

Mais les pauvres sont aussi fixés dans les quartiers ghettos situés à la périphérie des villes. La misère dans ces quartiers se développe. Ainsi, il devient de plus en plus difficile pour des personnes confrontées à la misère d'aller vivre là où elles veulent. Bien souvent, lorsqu'une personne, victime de la misère, veut changer de région, on lui répond qu'il faut qu'elle retourne d'où elle vient. Cette politique de gestion de la misère nécessite un dispositif policier de plus en plus important. Les gouvernements, de droite comme de gauche, ont conscience qu'il est impossible de surveiller policièrement des populations en si grand nombre. Ils souhaitent transformer chaque citoyen en policier en civil, chargé de surveiller et de dénoncer tout comportement jugé déviant ou incivique. Ainsi les discours sur la tolérance zéro bat son plein !

La construction européenne, du point de vue des capitalistes, suppose un désengagement de l'État au niveau social et économique et un renforcement des politiques autoritaires et sécuritaires. Dans ce contexte, les attentats du 11 septembre sont du pain béni pour les décideurs politiques : mise

en place, sous couvert de lutte antiterroriste, de tout un arsenal juridique visant à réprimer les populations vivant dans les quartiers ghettos et les militants et militantes luttant contre la mondialisation et/ou le capitalisme.

Résistance sociale, de Bruxelles à Séville !

Nous serons à Bruxelles pour marquer notre refus de l'Europe étatique et capitaliste que les dirigeants et dirigeantes des pays de l'UE nous imposent. Bruxelles reprend le flambeau de Nice et de Göteborg. Notre lutte pour la justice sociale, pour un monde libertaire, égalitaire et solidaire se poursuivra après Bruxelles. En juin 2002 se tiendra le sommet de fin de présidence espagnole à Séville. Une grande Marche des résistances sociales va propager le feu de nos colères, le cri de nos exigences et de nos aspirations d'un monde autre, de ville en ville, de Bruxelles à Séville. Marcher, c'est avancer en faisant un monde nouveau à chaque pas. Marcher, c'est construire ensemble une alternative. Marcher, c'est mettre en lumière nos luttes collectives, partout sur le parcours. C'est pourquoi nos actions et nos mobilisations iront de Bruxelles à Séville, dans une chaîne de luttes sociales entre les deux métropoles.

Cet appel libertaire international pour Bruxelles a été initié par Alternative libertaire, le réseau No Pasaran, la Fédération anarchiste, l'Organisation socialiste libertaire, Apoyo Mutuo et la Confederation, General del Trabajo.

Agence de Presse A-Infos



Bruxelles : demandez le programme !

13 décembre à 18 heures : réunion d'information (« contre-sommet » de Laeken, infos pratiques, légales), gare du quartier Léopold occupée.

Du 11 au 13 décembre : C.H.A.H.U.T., ateliers d'échanges, de création d'images, de supports et conférences pour enrichir les manifestations aux Halles de Schaarbeek (22a, rue Royale-Sainte-Marie à 1030 Bruxelles).

13 décembre : manifestation syndicale, départ à 10 heures à l'avenue Bockstael à Laeken, arrivée au stade Roi-Baudouin au Heyzel.

13 décembre à 14 heures : conférence de Résistance internationale (lieu à déterminer).

13 décembre à 15 heures : street party « Prenons le temps » à la place de l'Accueil à Louvain-la-Neuve.

13 décembre à 20 heures : manifestation devant le centre fermé pour étrangers le 127bis par le Collectif de résistance aux centres pour étrangers et

le Collectif contre les expulsions et les centres fermés.

13-14 décembre : rencontre pour une convergence des mouvements sociaux européens et départ de la marche internationale des résistances sociales Bruxelles-Séville, organisée par les Marches européennes.

13 et 14 décembre : camps aux frontières en Allemagne.

13 décembre à 18 heures : manifestation à Aix-la-Chapelle en Allemagne.

14 décembre à 8 heures : passage de la frontière Allemagne-Belgique (point de rendez-vous non encore fixé).

14 décembre à 11 heures : manifestation internationale, départ au Petit Château (bd 9-de-Ligne, Bruxelles) arrivée au parc Struyvenbergh à Laeken, organisée par D14 et le réseau « Une autre Europe pour un autre monde ». Meeting à 15 heures et concert à Tour et Taxis.

14 décembre à 15 heures : meeting de Résistance internationale (lieu à déterminer).

15 décembre à 10 heures : conférence de Résistance internationale (lieu à déterminer).

15 décembre de 10 h à 12 h 30 : assemblée internationale dans les auditoriums universitaires à l'U.L.B. et la V.U.B.

15 décembre à 13 h 30 : manifestation internationale, départ à l'université (VUB et ULB), arrivée place Schuman vers 16 heures.

15 décembre à 14 heures : grande manifestation organisée par la coordination anarchiste européenne, départ place Hôtel-des-Monnaies (Parvis de Saint Gilles).

15 décembre à 15 h 30 : street party « Rendre visibles les invisibles », Départ : esplanade de l'Europe (Tour du Midi), collectif Bruxelles.

15 décembre à 20 h 30 : concert aux halles de Schaarbeek (fin de la street party).

Dans le monde

Pour un recours collectif contre le chef de police de Toronto

RÉSUMÉ : à propos de la déclaration du chef de police de Toronto, Julian Fantino, au sujet de la manifestation anti-gouvernement Harris du 16 octobre à Toronto : « This is the worst kind of organized crime. » À peine 24 heures après le dépôt du projet de loi « antiterroriste » à la Chambre des Communes, la police a exprimé de manière scandaleuse sa tendance inhérente à vouloir rendre plus efficace le contrôle social à travers tout nouveau pouvoir qui lui est concédé. Du caractère exceptionnel des circonstances et de l'extrême prudence que moult personnes recommandent à ceux qui proposent une loi concédant plus de pouvoir à la police, eh bien la police n'en a rien à cirer ! C'est que nos policiers sont de véritables schizophrènes. Rien ne sert d'avoir l'espoir qu'ils soient à la fois des citoyens amoureux des libertés et des gardiens de la paix. Ils deviennent par leur fonction « professionnelle » des êtres de pur pouvoir, lequel se limite heureusement au gardiennage de la paix. En fait, la police non citoyenne n'est pas inquiète d'avoir à sa disposition un pouvoir discrétionnaire supplémentaire de détenir des personnes qu'elle présume dangereuses pour la bonne raison que jusqu'à maintenant, personne ne l'inquiète vraiment pour les arrestations arbitraires qu'elle commet. La police voit simplement dans les nouveaux pouvoirs qui lui seraient conférés la possibilité d'une immunité presque absolue. Elle n'a pas tort : après tout, la police fait déjà des arrestations arbitraires – c'était le cas entre autres lors des événements de Québec en avril 2001 – et, dans le meilleur des cas, elle ne fait que l'objet de blâmes symboliques. Tout porte à croire en tout cas que désormais il suffira pour la police d'invoquer, sans même avoir à convaincre pleinement, le terrorisme appréhendé pour que les abus apparaissent comme des erreurs excusables.

Cela dit, le problème que rencontre, très ponctuellement, la police est présentement le suivant : l'énormité de l'attentat du 11 septembre a été à la fois le mobile de

la loi antiterroriste mais également l'étalon de ce qu'est la terreur que cette loi doit combattre. D'une certaine façon, on peut remercier les terroristes d'avoir frappé si fort, ce qui a eu l'effet, du moins dans l'immédiat, de mettre les pendules à l'heure à propos de ce que l'on nomme « terrorisme ». Les chefs de police et autres grandes gueules droitistes emportés par leur enthousiasme se trouvent donc obligés de



tenter de penser comment généraliser le concept de terrorisme. Qu'est-ce à dire ? Par exemple, bien connus pour leur envie de mater la dissidence politique de gauche qu'ils abhorrent, Fantino et les beaux parleurs de la droite – y compris des élus (!) – sont contraints de faire explicitement du lobbying en faveur de l'élargissement sémantique du vocable « terrorisme ».

Leur but : « surcriminaliser » les manifestations politiques comme celles de Québec et celle du 16 octobre à Toronto. Il n'y a pas si longtemps, les militants en kangourous noirs étaient traités par les droitistes de vulgaires voyous sans cause réelle qui devraient être contrôlés par la bonne gauche terrissant sa cause en leur compagnie – défi que cette gauche a accepté volontiers sans craindre la mort. Eh bien, ces voyous méprisables sont maintenant des terroristes, pire encore les plus grands terroristes – c'est du moins ce que l'on peut lire entre les lignes de la déclaration de Fan-

tino. En effet, du jour – le jour du dépôt de la loi antiterroriste – au lendemain – le 16 octobre –, la manifestation de résistance de rue aux politiques d'appauvrissement du gouvernement Harris est devenue « la pire forme de crime organisé » (Fantino). La question de savoir si ce sont les difficultés qu'a eues la police à contrôler la manifestation qui mènent Fantino à assimiler la manifestation à du terrorisme (sans doute en ce moment, « la pire forme de crime organisé ») ou si Fantino a voulu dire que la manifestation était l'exemple d'une forme de crime organisé encore pire que le terrorisme n'est pas claire – la confusion de la police : rien de nouveau sous le soleil.

Quoi qu'il en soit, on en conviendra, il ne va pas de soi pour beaucoup de gens que l'on puisse comparer la militance de gauche qui prend la rue et fracasse deux ou trois vitrines avec la destruction massive qu'a subie New York ; même si le « bon jugement » de la police reste insensible à ces « subtiles » différences. Et la police devrait certainement raffiner son jugement à l'aune du simple bon sens car après les événements du 11 septembre, l'opinion publique pourrait trouver tout à fait scandaleux que les corps policiers gaspillent des ressources à infiltrer des groupes militants de gauche (comme la GRC l'avait fait pendant des mois avant le sommet de Québec pour l'inoffensive cellule Géminal) au lieu de se préoccuper de vraies menaces qui planent sur notre sécurité.

Assimiler la contestation de rue au terrorisme ou à quelque chose de pire est aussi un excès gravement irresponsable. N'est-ce pas l'équivalent d'un faux appel à la bombe à l'attention de la société civile ? Il faut que tout le monde se rende compte : c'est bien parce que l'on menace tous ceux qui osent tenter de comprendre le terrorisme et ses motivations que, du coup, il est loisible de stigmatiser n'importe qui en le taxant de terroriste.

Depuis les événements du 11 septembre, le terrorisme est devenu un prétexte pour l'expres-

sion d'un racisme social. Les droitistes ont rapidement trouvé une façon encore tolérée de stigmatiser les gens avec lesquels ils ne sont pas d'accord. Avant même que la police ait la possibilité d'arrêter massivement n'importe qui sous prétexte de danger terroriste, on devrait la poursuivre pour atteinte à la réputation et discrimination en fonction des opinions politiques. Les militants politiques qui prennent la rue ne sont pas des terroristes ! Et à voir ce qu'est un terroriste pour tout le monde en ce moment, il est clair que qui-conque taxe autrui de terroriste, publiquement et sans motif pertinent, vise à l'isoler socialement, à lui nuire.

Fantino devrait donc être poursuivi pour diffamation et incitation à la haine – après tout, il est universellement convenu désormais qu'il est juste de haïr les terroristes !

On opposera qu'il est possible que par son affirmation, Fantino voulait simplement signifier que le contrôle de la contestation politique dans la rue est l'épreuve la plus difficile pour la police parce qu'elle doit opérer sous les projecteurs et devant de multiples témoins – alors que le contrôle relatif de toutes les mafias est si simple quand on trouve clandestinement des arrangements. Fantino aurait également pu vouloir signifier que l'épreuve est difficile à la mesure de l'indifférence de la classe politique qui se lave les mains des problèmes sociaux et laisse le problème du mécontentement social sur les bras de la police. Pour tout cela on devrait comprendre son désarroi... Fini l'empathie quand virtuellement tous les citoyens engagés risquent l'emprisonnement ; les gens ne toléreront pas que les difficultés de la police fassent des militants de gauche d'horribles terroristes. Gare à vous « gardiens de la paix » !

Le collectif de réflexion Sur l'air des lampions se propose de réfléchir sur les nouvelles formes expressives des revendications populaires qui reprennent la rue.

« L'air des lampions » est un nom qui sert à désigner les slogans revendicatifs populaires et qui évoque un très célèbre datant de 1848, revendiquant un meilleur éclairage des rues de Paris.

Agence de presse A-i n f o s

Manifestation à Madrid

CINQ MILLE personnes selon la police, quinze à vingt mille selon les organisateurs ont manifesté à Madrid le 2 décembre. Quel que soit le chiffre retenu, on peut dire que l'initiative prise par la CGTe de convoquer une manifestation nationale est un succès politique et social.

Convoquée au départ pour protester contre les mesures antisociales du gouvernement (contre le pacte social, la réforme du travail, les atteintes à la retraite, la précarité, etc.), cette initiative fut rejointe par d'autres regroupements. L'idée était de protester contre les effets dévastateurs de la globalisation capitaliste, et ainsi préparer les luttes et initiatives qui ne laisseront pas la prochaine présidence espagnole de l'union européenne dans l'anonymat.

Cette manifestation, dont le parcours a été interdit la veille au soir par les autorités occasionnant un léger changement sur le départ du parcours, a donc défilé de la Plaza de Cibeles jusqu'à la Puerta del Sol, sans incidents. Derrière la banderole de tête (« Contre la globalisation capitaliste, un autre monde est possible ») emmenée par des travailleurs d'entreprises en lutte (Air-Ibérica, hospitaliers, etc.), les drapeaux des libertaires et des anarchosyndicalistes étaient majoritaires. Outre la CGT qui avait donc mobilisé fortement, on notait la présence de la plateforme syndicale de Madrid (où l'on trouve la CNT et le syndicat Solidaridad Obrera), ainsi que des syndicalistes oppositionnels des Commissions ouvrières, des organisations politiques, et d'autres collectifs de lutte antifasciste, squats, étudiants en lutte contre la réforme LOU, etc. Les slogans étaient le reflet des associations qui avaient mobilisé : « La globalisation, c'est l'exploitation », « Bases non, OTAN dehors », etc. La composante anti-guerre était aussi fortement représentée.

Bien entendu, les revendications contre les privatisations des services publics et contre les symboles du pouvoir capitaliste ne manquaient pas. C'est pourquoi la protection policière devant les banques, commerces ou entreprises était conséquente sur le parcours de la manifestation. Avant la dissolution, trois communiqués furent lus : un sur les entreprises en lutte, un autre contre la globalisation capitaliste et la guerre, et un troisième contre le racisme et les lois sur l'immigration. Au final, beaucoup d'appels à l'unité des collectifs sociaux au sein du mouvement antiglobalisation pour faire face à la prochaine présidence espagnole de l'Union européenne.

Relations internationales

sources: Rebellion, a-infos

Los Angeles Un anarchiste condamné à trois ans de prison

LE 20 NOVEMBRE, l'anarchiste américain Robert Midaugh (« Ruckus ») a été condamné à trois ans de prison qui devront être purgés dans une maison pénitentiaire californienne. Il est accusé d'agression sur des agents de police durant des incidents de rue à Long Beach, Californie. Pendant la célébration d'une rencontre anarchiste à l'occasion du 1^{er} Mai, initiée par Reclaim the streets, eurent

lieu des heurts avec la police qui avait chargé brutalement et sans sommations. Cette agression légale occasionna de nombreux blessés par balles de caoutchouc, des fractures et contusions. Plus de cent personnes avaient été détenues. La majorité d'entre elles le furent sous des accusations comme « refus d'obéissance à ordre de dispersion », « association pour causer des troubles ». Un nombre plus réduit de personnes, anarchistes, furent accusées d'actes plus graves comme « agression d'agents de police ». Et parmi eux, Robert Midaugh. La majorité des personnes arrêtées sont en liberté conditionnelle pour un an, et six d'entre elles sont actuellement jugées.

R. Midaugh, face à des chefs d'accusation qui pouvait l'amener à subir une peine de 14 à 17 ans de prison, trouva un accord avec le juge. En échange de la reconnaissance de sa culpabilité, la majeure partie des charges retenues contre lui ont été retirées ; au final, il devra accomplir trois ans de prison. Il se trouve actuellement à la prison de Condado de Los Angeles. On peut lui écrire à : Rob Midaugh #6859467 – PO Box 86164 – Los Angeles 90086-0164 États-Unis. Pour d'autres informations : Los Angeles Anarchist Black Cross – PO BOX 3671- Anaheim, Ca 92803-3671 – USA

C E NÉOLOGISME, qui fait référence à l'alliance entre féminisme et écologie mais aussi à une analyse de l'économie globale par un regard sexué et politique, n'est pas si nouveau. Il a été créé dans les années 70, par l'écrivaine libertaire et féministe Françoise d'Eaubonne lors de la parution de son livre *Écoféminisme ou mort*, mais ses principes avaient été déjà énoncés en 1962 par l'Américaine Rachel Carson, dans *Printemps silencieux*, livre fondateur de l'écologie moderne.

L'écoféminisme est à la fois un mouvement de l'esprit, une philosophie de la vie, une résistance politique. Il s'oppose de façon radicale à la mondialisation néolibérale, considérée comme la cause des problèmes majeurs de ce siècle : l'exclusion, les violences, la pauvreté, la pollution, la guerre.

M.G.

extrait de <http://www.penelopes.org/pages/beijing/textes/ecofem5.htm>

Écoféminisme, utopie ou nécessité ?

Journées écoféministes pour des alternatives au patriarcat capitaliste

Bruxelles, les 7-8-9 décembre 2001

Pourquoi ces journées ?

L'an dernier des centaines de milliers de femmes de par le monde ont répondu à l'appel lancé par des militantes québécoises, pour organiser en l'an 2000 la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Elles y ont toutes dénoncé la mondialisation qui ne fait qu'accroître cette pauvreté et cette violence et mis en évidence le lien très fort entre patriarcat, capitalisme et mondialisation / globalisation.

Leur voix et leur vision du monde sont une fois de plus occultées et par les médias et par la plupart des mouvements anti-mondialistes.

Nous voulons faire entendre la voix particulière des femmes dans le mouvement anti-mondialisation qui ignore la problématique du genre, y traquer le sexisme, réinvestir l'entièreté du champ politique et social et dynamiser les luttes à la lumière de nos propres analyses.

Le mouvement anti-globalisation présente une autre lacune de taille. Si on peut adhérer sans réserves à la plupart des ses revendications, comme par exemple l'abolition de la dette du tiers-monde, force est de constater qu'elles se situent généralement à l'intérieur du

système patriarcal capitaliste très capable de les intégrer.

Nous voulons un autre avenir qui ne mette pas en danger l'avenir des générations futures et enfin ouvrir le débat sur les alternatives possibles au néolibéralisme patriarcal capitaliste. Nous prenons pour point de départ de nos réflexions l'écoféminisme, une contraction d'écologie et féminisme et parmi les « tendances » de cette pensée, celle de « l'école allemande » qui contient aussi, pourrait-on dire, la contraction d'économie. C'est une des rares théories politiques à présenter aujourd'hui une alternative réelle appelée « perspective de subsistance » qui peut servir de point de départ à des débats.

La répression contre les manifestations anti-globalisation néolibérale et les mesures envisagées pour combattre le terrorisme après la tragédie du 11 septembre 2001 nous montrent combien, dans ce monde, la puissance publique des États a abdiqué devant la puissance des entreprises internationalisées de sorte que notre démocratie est de plus en plus virtuelle. Des gouvernements élus démocratiquement dirigent en faveur des transnationales et contre leur propre population.

Nous voulons souligner que toute alternative au patriarcat capitaliste néolibéral est impensable sans principes démocratiques qui ne sont pas nécessairement ceux d'une démocratie représentative.

J E SUIS SÛRE que, lors du désastre de Tchernobyl, du beurre contaminé a été envoyé en Inde au titre de l'aide alimentaire. Une des avocates féministes qui luttait contre cette importation a perdu son procès sous prétexte d'interférer sur la possibilité pour les pauvres d'avoir accès au beurre. Il y a eu un cas similaire aux États-Unis. Les femmes américaines qui se battent contre les aliments génétiquement manipulés, ont été informées par le Département d'État que leur demande d'étiquetage sur ces produits était irrecevable et contrecarrait l'aide alimentaire aux pauvres. Le pouvoir global veut pouvoir continuer à envoyer ces produits dangereux et toxiques aux consommateurs qui n'ont ni la force politique organisée pour réclamer l'étiquetage, ni le pouvoir individuel de ne consommer que des produits sains.

Les pauvres deviendront des victimes de cette économie alimentaire globale « moderne », industriellement produite, tout en perdant leur rôle de producteurs / productrices de nourriture.

Et ce n'est pas un accident que les domaines les plus vitaux soient visés. Je me rappelle ce que disaient des membres de la CIA et des responsables de l'agro-business américain à un président des États-Unis : « Si nous pouvons contrôler l'alimentation, nous serons en possession de l'arme politique la plus puissante au monde ! »

[...] Il y a plusieurs voies possibles pour la recherche de solutions. La première, c'est la solidarité directe entre les travailleurs du nord et ceux du sud. Ce qui se passe maintenant d'important dans le nord, c'est la montée d'un sentiment d'insécurité. Les

Qui sommes-nous ?

Le collectif FAR, Femmes-Alternatives-Résistances s'est constitué pour organiser ces « Journées écoféministes pour des alternatives au patriarcat capitaliste » dans le cadre des nombreuses manifestations des mouvements contre la globalisation néolibérale prévues à l'occasion de la présidence belge de l'Union européenne.

Nous espérons ainsi être une amorce pour la constitution d'un réseau de femmes qui clamera sa vision différente du monde. Nous travaillons en collaboration avec deux ONG : l'Association 29, rue Blanche-Mouvements de femmes et Le Monde selon les femmes.

Contacts
Courrier :
Ecoféminisme
c/o Association
« 29 rue blanche »
1060 Bruxelles.
Courriel: ecofeminisme@tiscalinet.be
Site :
<http://home.tiscalinet/ecofeminisme>
(en développement)

Péril en la demeure

Quelques chiffres dans le désordre

L A TERRE PORTE ACTUELLEMENT six milliards d'individus. Ils seront 7,6 milliards dans un quart de siècle, peut-être dix milliards en 2005.

Côté ville : au début du XIX^e siècle, à peine 3 % de la population mondiale était urbanisée ; dans cinq ans plus de la moitié de l'humanité s'entassera dans les villes !

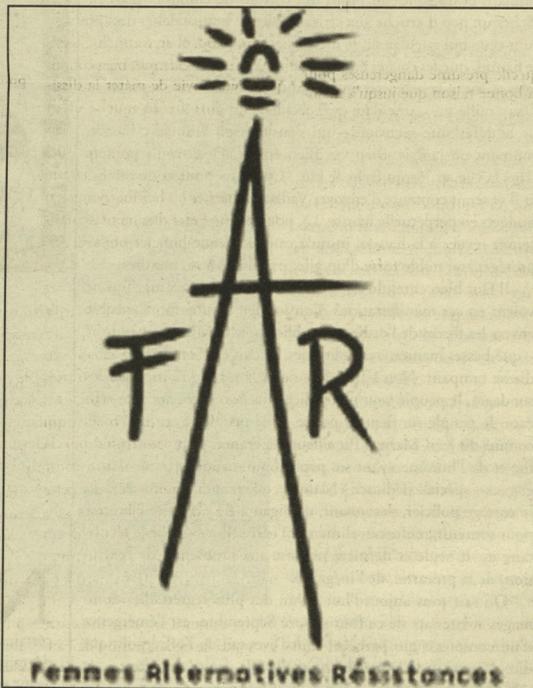
Istanbul est passée d'un million d'habitants en 1950 à plus de huit millions aujourd'hui, avec tous les dysfonctionnements conséquents. Lagos, qui avait 290 000 habitants en 1950, en comptera 24,4 millions dès 2005 alors que Londres a mis cent trente ans pour passer d'un million d'habitants à 8 millions. À Pékin où circulent 1,3 million de voitures, on a compté 265 jours de smog en 1998. Dès à présent, 600 millions d'êtres humains vivent dans les bidonvilles, dans des conditions épouvantables.

On estime que chaque année 800 millions de personnes souffrent de malnutrition.

Côté campagne : entre 50 et 300 espèces végétales et animales s'éteignent chaque jour. En 2010, la couverture forestière du globe aura diminué de plus de 40 % par rapport à 1990. Entre 10 et 17 millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année. Six millions d'hectares de terres cultivables disparaissent chaque année du fait de la désertification. Partout la surexploitation grignote à un rythme accéléré la superficie des terres cultivables. 40 % des surfaces de coton, 25 % pour le maïs, 35 % pour le soja, sont déjà cultivées avec des semences transgéniques. Dans moins de 5 ans, probablement 70 % des plus grandes cultures seront dans le même cas (sources : ministère américain de l'Agriculture, USDA).

Ce désastre écologique annoncé est-il irrévocable ?

M. Galimberti



gens perdent leur emploi et sont incités à en attribuer la cause au tiers-monde, de qui ils sont de plus en plus tributaires. Empêchés de produire pour eux-mêmes, les peuples du nord dépendent des importations des pays du sud, et les transnationales utilisent à leur avantage la pauvreté du sud pour diminuer les salaires, monter les prix et garder ainsi tous les profits pour eux.

Il faut que les travailleurs du nord comprennent pourquoi ils perdent leur emploi et les travailleurs du sud pourquoi ils ont été déplacés. Ils ont été déplacés par les mêmes groupes économiques internationaux qui ont licencié les travailleurs au nord. Alors

seulement, ils trouveront les moyens de lutter ensemble.

Par exemple, c'est Cargill qui déplace les travailleurs américains comme il le fait pour les travailleurs et paysans indiens. Donc, nous avons décidé de lutter non contre les travailleurs américains ou européens, mais contre Cargill et le résultat de ces luttes en Inde a été la conscientisation des paysans d'autres parties du monde qui ont réalisé qu'ils devaient bâtir une coopération transnationale entre paysans du monde entier.

Vandana Shiva

Pour quelques poulets de plus

DES FLICS défilent dans la rue afin de protester contre le manque de respect dont ils souffrent, de manière atroce. Mais on pleure peu dans le cortège, on se marre plutôt, on fait de la musique (sifflets et gros tambours), c'est pas tous les jours grève. Devant les médias, on dit sa peur, c'est la consigne et on s'y plie, le but étant alors de faire grimper les (sur)enchères. Les médias, on connaît : ils veulent une fable, ils sont servis. Autrement, qui y croit, aux histoires de gendarmes mouillant leur culotte à l'idée de devoir accomplir une patrouille, à celle de l'inspecteur Harry éclatant en sanglots parce qu'un môme l'a traité de sale flic ? Autant imaginer les pompiers défilant pour protester contre la fumée qui pique un peu les yeux... Ça rigole, on vous dit, dans les rangs policiers.

Deux semaines durant, le citoyen lambda s'est demandé mais enfin, ils veulent quoi, nos amis les condés ? Et puis la réponse est tombée, sous la forme d'un accord entre les syndicats et le ministre de tutelle. À force qu'on leur déroule le tapis rouge sang place Beauvau, que Vaillant répète qu'il est prêt à tout pour qu'ils ferment leur gueule, il a bien fallu qu'ils arrêtent un peu leur cinéma, et avouent la raison profonde de leur grogne (*n.f.* : son émis par un canidé avant qu'il ne se mette à mordre). De la, je cite, « reconnaissance ». Voilà ce qu'ils demandent. Ils veulent qu'on les aime, les flics ? Qu'on arrête de les traiter de flics, qu'on cesse de les importuner lorsqu'ils nous font chier, qu'on sourie quand ils nous tabassent ? Non, ce qu'ils veulent avant tout c'est bien entendu du pognon, du flouze, de la fraîche. Du fric. Pour eux, la « reconnaissance » en question passe d'abord et avant toute chose par une augmentation.

Quand il s'agit de lire son bulletin de salaire, le flic est pas plus con qu'un autre. Par ailleurs, il a vu Jospin se délester d'un milliard et quelques au profit des patrons de cliniques privées, lâcher un peu d'artichaut aux artisans râleurs, bourse délier devant tout ceux qui gueulaient, le menaçant un peu... Il en a conclu, le finaud, que les caisses étaient pleines, qu'en période préélectorale y avait qu'à se baisser, qu'à la suite du foutu Onze Septembre Deux mille un – une date qui, décidément, aura servi à tout –, de la déferlante sécuritaire qui s'ensuivit en France, c'était le moment où jamais. Bien vu. Bien étudié. Deux mille poulets dans la rue, et Jospin lâche le blé... Quelques poulets de moins, et il se serait contenté d'envoyer Vaillant rabâcher les chiffres des budgets en perpétuelle hausse. Là, pour le coup, raté : les hausses seront revues à la hausse, jusqu'à ce que chaque policier puisse protéger son noble torse d'un gilet pare-balle à ses mesures.

Il faut bien entendu s'attendre à ce que quelques aigri(e)s ne voient en ces manifestations d'un soutien bien compréhensible envers les forces de l'ordre – n'oublions pas le Onze Septembre ! – que basses manœuvres politiques, calculs électoralistes, poujadisme rampant. Non ! Trois fois non ! Il n'y a qu'à regarder les sondages, le peuple veut une police plus nombreuse et plus efficace, le peuple soutient sa police, et le peuple, c'est la France, comme dit Jean-Marie... Par ailleurs, la France, pays des droits du flic et de l'homme ayant ses papiers, ne manque pas de démagogues – spéciale dédicace à Mamère, essayant de s'incruster dans le cortège policier, s'étonnant, ce nigaud, de s'en faire éjecter – pour soutenir, renforcer, alimenter l'idée selon laquelle la sécuritaire est la seule et dernière réponse aux problèmes de l'exclusion, de la précarité, de l'inégalité.

On sait tous aujourd'hui qu'un des plus regrettables dommages collatéraux de ce foutu Onze Septembre, est l'émergence d'un consensus qui parcourt tout l'éventail de l'offre politique dite décente – de la gauche poubelle à la droite ordurière –, et selon lequel, désormais, la question de la misère ne peut connaître de réponse autre que judiciaire, pénale. Le RMI n'a pas permis d'acheter le silence des pauvres. Ils continuent, malgré lui, de représenter un danger d'autant plus important que leur nombre ne cesse d'augmenter. Ils sont le principal danger face auquel la société – le peuple ? – doit désormais se prémunir. D'où l'augmentation conséquente du nombre de policiers, et le souci d'améliorer ce qu'on serait tenté d'appeler, par dérision, leur équipement de base. La guerre sociale aura bien lieu, pire elle a déjà commencé : à ceux et celles qui en doutaient le ministère de l'Intérieur, les médias officiels, les syndicats de policiers, les acteurs de vichy-pirate, apportant un nouveau démenti. Les poulets s'y préparent. Et nous ?

Fred
groupe Louise-Michel

Intersquat Dijon : l'agence occupée fait campagne

LUNDI 19 novembre 2001, des squatteurs et squatteuses ont occupé le hall de la fac de Lettres de Dijon pour y mener une opération « agence occupée », parodiant les stands immobiliers pour étudiants généralement présents sur les campus universitaires en début d'année. De la documentation sur les squats (tracts, « dossiers de presse » de squats, brochures), des introductions en image (panneaux d'expo sur divers lieux occupés), entre autres maquettes de squats en Légo furent installées. Déguisé(e)s en agents immobiliers, les squatteurs et squatteuses ont alors interpellé les étudiant(e)s sur les offres de cette agence un peu spéciale en

priété privée accessibles et potentiellement enrichissantes, mais aussi de visibiliser la présence de squats à Dijon, des idées dont leurs occupant(e)s se réclament et qu'ils/elles cherchent à mettre en pratique. L'Intersquat Dijon pourrait bien avoir envie de récidiver...

Par ailleurs, la brochure intitulée *Le Squat de A à Z* est disponible en ligne sur <http://squat.net/fr> (où vous trouverez nombre d'infos concernant l'actualité des squats) et est régulièrement remise à jour. La version papier reste disponible auprès de Zanzara Athée, c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex contre quelques timbres.

Ci-dessous, le tract grenoblois distribué lors de l'action

★ LES RAPPORTS DE DOMINATION ET DE PROFITS NOUS ENRICHISSENT. REPRENONS NOS VIES!

VENEZ JOINDRE VOS PROJETS AUX NOTRIES

CONTRE la DESTRUCTION des TANNERIES

RESISTANCE ACTIVE

L'ESPACE AUTOGÉRÉ des TANNERIES et SES HABITANTES ONT BESOIN de votre SOUTIEN!

15 bd de Chicago 21000 DIJON

Tel. 03 80 77 99 48

EXPRESSION ET CREATION LIBRE ★

L'agence occupée vous propose un large éventail de logements, dans votre ville, à des conditions particulièrement avantageuses. Toutes les architectures, toutes les dimensions, pour tous les besoins et tous les projets. Du simple studio au T29 en passant par le plus traditionnel F6, le loft, l'usine, la caserne ou le fort du XIX^e siècle.

– Des loyers qui défient toute concurrence. Grâce à nous un logement décent devient enfin accessible à tous et toutes. Les sommes demandées n'excèdent pas 0 F (0 euros) par mois. Par contre les APL ne sont pas acceptées.

– Un cadre idéal pour une vraie vie. Notre parc immobilier ne se situe pas toujours à proximité des transports en commun. On s'en fout. En ne payant pas de loyer, partir bosser cessera d'être une étape importante de vos journées. Vous aurez mieux à faire que de noyer votre temps, vos forces et votre morne routine dans le travail salarié. Rassurez-vous, notre belle société capitaliste n'a pas besoin de votre aide pour engraisser les marchés, surproduire et gaspiller à gogo.

– Un cadre rêvé pour vos activités non marchandes. Vous avez besoin d'un local pour une activité qui n'a rien à voir avec la rentabilité et qui ne vous permet donc pas de le payer ?

Devenez « in », plaisez à l'État, et vous aurez des subventions. Ou alors, pensez à nous.

– Pas d'état des lieux. Vous avez une liberté totale de disposer de votre lieu de vie et de vous le réapproprier. L'agence occupée encourage vivement les abattements de cloisons, les peintures de façades, la pose de jardins suspendus, le remplacement de planchers par des trampolines.

– Un environnement privilégié. Découvrez le monde merveilleux des squats, l'autogestion, le do it yourself, l'underground subculture (yeah), le prix libre, la contre-information, la solidarité inter-régionale entre maisons occupées.

– Offres soumises à conditions. Un ou deux réveils désagréables avec la bouille de l'huissier(e) derrière la porte, une convocation au tribunal civil, une expulsion sommaire (mais avec un peu de chance, longue à venir), un froid avec votre famille bien comme il faut, des préjugés quant à votre hygiène de vie et votre consommation de drogue, une visite de journalistes qui viennent vous voir comme s'ils/elles allaient au zoo.

L'agence occupée survit grâce à l'aimable mécénat de nombreux(SES) propriétaires dont nous tirons le nom, qui possèdent bien plus de maisons qu'ils/elles en utilisent, et qui ont la larme à l'œil en voyant les gens et les projets sans toit. Ils voudraient bien leur démurer leurs portes, mais, soucieux(SES) de leur réputation dans les milieux financiers, n'osent pas paraître trop humain(e)s. Elles/ils encouragent ainsi le squatage de leurs propriétés, pour avoir la conscience tranquille tout en se faisant passer pour des victimes.

Merci à eux et à elles.

distribuant des tracts, ainsi que des guides du squat aux intéressé(e)s (« l'agence occupée ; c'est les meilleurs tarifs du marché ; les prix cassés ; la gratuité ; la gratuité ; un vent qui souffle sur l'immobilier », etc.). À noter que cette action a déjà été menée à plusieurs reprises par des squatteurs et squatteuses grenoblois, à qui l'on doit le tract reproduit ci-dessous.

L'objectif de cette « opération » était notamment de montrer qu'il existe des alternatives au loyer et à la pro-

Dégradations

NOUS RENDANT en repérage sur les lieux de notre action ce samedi 24 novembre, nous avons eu l'extrême surprise de constater que certains mobiliers de la RATP avaient été victimes de dégradations lors de la manifestation des policiers, ayant eu lieu la veille. En effet, sur plusieurs bancs, murs, poubelles, ces derniers s'étaient cru autorisés à apposer des autocollants représentant le logo de leur syndicat, ou porteurs de messages plus subversifs encore. Animé du souci d'une hygiène minimale en ces lieux qui nous tiennent à cœur, nous nous mêmes en devoir d'arracher ces autocollants. Bientôt, la place fut nette. Nous tenons néanmoins à rappeler aux policiers que la loi interdit et punit ce type de pratique dans l'enceinte du métro, et que s'ils devaient récidiver nous n'hésiterions pas cette fois à faire appel à la justice.

Le RATP

Réseau pour l'abolition
des transports payants, Paris

ÉTAT (du latin *status* ; de *stare*, être debout) Situation durable d'une personne ou d'une chose. Telle est la signification générique de ce mot, qui est en usage dans des acceptions très variées. On dit, en effet : cet homme est cordonnier de son état. L'état de santé de notre ami inspire des inquiétudes. Son état d'esprit est satisfaisant. Cette peuplade vit à l'état sauvage. Nous avons trouvé la maison en bon état. Nous ne sommes pas en état d'accomplir une aussi rude besogne. Il faut rédiger un état des services de cet homme. Cette personne scrupuleuse fait état des moindres détails.

Au point de vue social, celui qui nous intéresse le plus, il est utile, tout d'abord, de citer, en les expliquant, deux locutions ayant leur place dans l'histoire : les États-Généraux sont une assemblée nationale extraordinaire, composée de représentants de divers ordres ou classes de la société, réunis pour délibérer sur des intérêts communs. Le Tiers État était, sous l'ancienne monarchie française, le troisième ordre de la société, composé du peuple et de la bourgeoisie, les deux premiers étant constitués par le clergé et la noblesse.

Nous mentionnons pour mémoire qu'un état-major est le corps des officiers généraux commandant une armée ; que l'état civil est un service public, ayant pour objet d'enregistrer officiellement la naissance, la filiation, les mariages ou divorces, et le décès des habitants d'un pays. Et nous arrivons aux deux sens du mot État qui doivent le mieux retenir notre attention :

Politiquement parlant, un État est une importante collectivité d'individus occupant un territoire, nettement délimité, régie par des lois particulières, et possédant une autorité chargée de les faire appliquer.

Une société, même nombreuse, ne constitue donc pas forcément un État. Les nations modernes organisées sont des États. Les hordes primitives, les tribus nomades ou sauvages ne sont que des sociétés rudimentaires.

Ce serait une erreur cependant de croire que les sociétés de type primitif, telles que les tribus d'Indiens des deux Amériques, ou celles des nègres [*vocabulaire de l'époque, ndr*] de l'Afrique Equatoriale, de ce qu'elles ne constituent point des États, sont dépourvues de hiérarchie et d'autorité. Elles possèdent des chefs, ordinairement cruels et despotiques. Le pouvoir religieux y est représenté par les sorciers. La législation, pour ne pas être consignée dans les livres, n'en existe pas moins sous forme de coutumes qui, sauf exceptions, dépassent en arbitraire les dispositions des codes civilisés.

Ce serait une erreur également de croire que toute société organisée sous forme d'État représente un peuple d'esclaves, doué des aspirations sociales les plus générales, et capable spontanément de réaliser l'ordre le plus fraternel, mais plié sous le joug d'une minorité tyrannique, comprimant par la force tous ses desirs.

Dans les républiques démocratiques, telles la France, les États-Unis ou la Confédération helvétique, le prolétariat industriel et agricole représente la majeure partie de la population. Pour n'y pas être absolues, les libertés de la presse, de la parole et de l'association n'en existent pas moins, dans une très large mesure. Tous les citoyens, ou presque, y sont admis au vote et, quand ils votent, rien ne les empêche de se prononcer

sur un programme plutôt que sur un autre.

Or, dans ces pays à majorités prolétaires, et où il n'est pas un citoyen qui n'ait été touché – occasionnellement au moins – par une propagande révolutionnaire, à laquelle il avait faculté de s'intéresser, il se trouve que les programmes les plus en faveur sont d'un réformisme très modéré. Qu'il y ait des abstentions nombreuses ne modifie guère

Pourtant, même dans les républiques démocratiques, l'État, ce n'est pas l'ensemble de la nation. Dans la tribu primitive, les hommes tiennent conseil pour les décisions à prendre, et ils les appliquent eux-mêmes dans ce qu'ils croient être l'intérêt commun. Abstraction faite de l'opposition, toujours possible, du chef ou du sorcier, c'est le régime direct, avec tous ses avantages, ce

s'imposent donc, tout comme il en existe nécessairement pour le ravitaillement, le tri des lettres, les communications téléphoniques ou la correspondance des réseaux de voies ferrées.

Mais ceci ne va point sans inconvénients les administrés perdent de vue les principaux de leurs délégués, groupés dorénavant en un point central du territoire. Ces derniers, absorbés par leur fonction, se trouvent dans l'obligation d'attendre d'elle leurs ressources, et contraints d'abandonner leur ancienne profession. Ils forment désormais une caste à part, ayant ses intérêts particuliers, sujette à toutes les tentations que confère le pouvoir. Car leur mandat étant de plusieurs années, pendant lesquelles ils peuvent se livrer à tous les reniements, sans que le collège électoral ait faculté d'user à leur égard d'une sanction quelconque, leur rôle n'est plus à la vérité celui d'un délégué, mais d'un gouvernant, autrement dit d'un tuteur, muni d'un blanc-seing, lui donnant licence de disposer non seulement des deniers et domaines nationaux, mais encore, dans une très large mesure, de la personne et des biens de ses pupilles : les simples citoyens.

C'est en raison de cette situation et de tous les abus qu'elle entraîne que le mot État, qui aurait dû, dans les républiques démocratiques tout au moins, servir à désigner, politiquement parlant, la nation organisée, est employé surtout pour désigner quelque chose qui en est bien distinct, et demeure à chaque instant capable de l'opprimer, tout en s'exprimant en son nom : l'autorité législative.

Mais ces inconvénients ne sont pas tous inévitables. Si la vie d'une grande nation moderne rend nécessaire des centralisations administratives et l'entretien de délégués permanents, cela n'entraîne point qu'ils doivent être bénéficiaires de droits à caractères monarchiques, sur les collectivités qui les ont mandatés. Rien ne s'oppose à ce qu'ils soient non seulement choisis parmi les compétences que représentent les Fédérations du Travail et de la Consommation, mais à ce qu'ils soient révocables et responsables, au même titre que les gérants d'une entreprise commerciale ou industrielle quelconque.

Dans ces conditions, l'État cesse d'être un organisme superposé à la nation, et dont la puissance arbitraire est faite de l'abdication de celle-ci. Dans ces conditions, l'État représente bien la société organisée par elle-même et pour elle-même et, si des règles imposées par l'évidente nécessité demeurent, du moins ne sont-elles plus l'émanation des conceptions particulières de quelques-uns.

L'État étant ainsi considéré, il apparaît que se comble en très grande partie l'abîme séparant thèses socialistes et anarchistes, au moins pour ce qui concerne les plans d'une société nouvelle. À la condition, toutefois que le socialisme ouvre un peu plus au bon soleil et au grand air de la liberté ses lourdes bâtisses à forme de casernes et de couvents. À condition que l'anarchisme renonce à certaines esquisses, un peu puériles, dans lesquelles le devenir et la préhistoire se trouvant confondus, le communisme de grande civilisation des cités de demain se trouve établi sur des bases analogues à celles de quelque village hottentot où, d'une case à l'autre, on se rendrait bénévolement de petits services.

L'État

par Jean Marestan

Encyclopédie anarchiste, 1934

le résultat ; il suffit, en effet, de voir les très faibles tirages de la presse anarchiste – la seule qui soit abstentionniste – pour se rendre compte que l'abstention électorale est le fait, beaucoup plus souvent, de l'indifférence et de la veulerie que d'une volonté d'action systématique. En France même, foyer de la Grande Révolution de 1789-1793, l'expérience de plus d'un demi-siècle de république troisième nous offre le spectacle de consultations populaires, où la balance oscille, du conservatisme social pré-réactionnaire au radicalisme bon teint. Le prolétariat insurrectionnel n'est, au sein même de la classe

qui ne veut pas dire qu'il s'inspire fatalement de sagesse et de douceur. Mais ceci n'est possible intégralement que dans des agglomérations peu nombreuses, avec des moyens de production et de consommation élémentaires, sur des portions de territoire très restreintes. Avec les multiples activités d'une capitale du XX^e siècle, groupant plusieurs millions d'habitants, il devient pratiquement impossible à la population entière – trouverait-elle pour cet office une enceinte assez vaste ! – de se réunir en congrès de tous les jours, ou presque, pour discuter et conclure sur les questions, fort nombreuses



1^{er} janvier 1891, ramassage des victimes indiennes de Wounded Knee. L'État moderne balaie sans pitié les sociétés traditionnelles

prolétarienne, qu'une minorité d'opposition, et le collectivisme, qui se déclare « pour le progrès dans l'ordre et la légalité », n'est point accueilli sans réserves.

Ces constatations n'infirmant point cette donnée évidente : que les idées socialistes, communistes, syndicalistes et anarchistes se sont, depuis la fondation de la Première Internationale, en 1865, développées dans le monde d'une façon considérable. Mais elles portent à conclure que le peuple ouvrier et paysan n'est pas, dans son ensemble, aussi ennemi qu'on pourrait le croire des formes sociales actuelles et que, s'il est entravé dans son émancipation, c'est plus encore par son ignorance et ses préjugés tenaces que par les exactions des classes dirigeantes.

et diverses, que comporte la vie intense d'une cité moderne. Elle n'en aurait ni la compétence ni le loisir, et serait bientôt lasse de ce labeur en supplément des exigences de la profession. Force est donc bien d'opérer une division du travail, de créer des spécialités, de nommer des délégués, munis de pouvoirs, pour la défense des intérêts des groupes de citoyens qui les ont chargés de les représenter dans les assemblées où se traitent les affaires publiques.

Et ce qui est vrai pour une grande ville l'est à plus forte raison pour un pays où les habitants se trouvent par dizaines de millions, à la fois solidairement associés pour les besoins les plus variés, et répartis sur des centaines de milliers de kilomètres carrés. Des centralisations administratives

Jubilatoire ! Péremptoire ! Sidérant !

LES APOSTROPHES ne manquent pas pour qualifier le *Petit Lexique de la philosophie de l'anarchisme* de Daniel Colson. Louons d'abord la manière proprement libertaire dont il est bâti : quoique le ton ne soit guère moins comminatoire que dans tout autre dictionnaire, l'auteur ne manque pas de se moquer de sa propre autorité, ni d'appeler à la controverse. En outre, le rappel constant dans chaque entrée des autres entrées traitées, permet une étrange lecture, à saute-mouton de l'ordre alphabétique. Elle a des détours, des portes dérobées, des escaliers qui se terminent dans le vide et des greniers à trésors. Enfin, l'âcreté et l'humour (on me pardonnera d'avoir ignoré jusque-là que Daniel Colson en avait beaucoup. En témoigne par exemple cette entrée, fort brève : *Commissaire politique : voir aumônier*) abondent, comme ils devraient le faire plus souvent dans les textes anarchistes. Un autre exemple, un peu plus long : *Droite (gauche) : voir classification. Vague distinction politique, issue de la disposition géographique des représentants du peuple dans les 500m² des premières assemblées représentatives de la Révolution française. Inscrite dans les limites étroites de l'ordre social et économique existant, cette disposition sert surtout à assujettir les « citoyens » à cet ordre en leur donnant l'illusion qu'ils décident librement de ses orientations, généralement tous les cinq ans, au moment du dépouillement et du traitement informatique des bulletins de vote. Mais, bien entendu, le meilleur, ou le pire, est ailleurs, dans l'impressionnante élaboration par Colson d'un substrat philosophique à l'anarchisme, plus fouillé, plus profond, mais aussi plus risqué que quoi que ce soit qu'on ait pu lire depuis... depuis très longtemps. Nombreux auront été les libertaires surpris de trouver Nietzsche sur la couverture. Quant au porteur de lunettes en bas à gauche, qui d'ailleurs ressemble à Colson, il s'agit d'un sociologue du XIX^e siècle inconnu à la plupart d'entre nous, Gabriel Tarde. Colson en fait l'un des anneaux d'une chaîne qui passe par Spinoza, Leibniz, Nietzsche, Proudhon, Bakounine, et se prolonge par Simondon, Deleuze, et... Colson. Les concepts de « force », de « puissance » et d'« immanence » y sont essentiels. Qu'on se rassure, il ne s'agit pas de la force de Benito ou de la puissance d'Adolf, mais il est hors de doute que ces vocabulaires vont susciter de violentes polémiques, certainement pas toutes méritées, à un approfondissement théorique d'une cohérence et d'une ampleur étourdissantes. Deux fils rouges*

(quoique l'un d'eux soit plutôt noir) : « multiple », « intériorité », « force », « monade », « autonomie », d'un côté, « hétéronomie », « extériorité », « dualisme », « dépendance », « domination », « médiation », de l'autre. Comment ils s'affrontent, comment chacun est tissé et noué, sur quelle trame Colson les a brodés, sont choses trop longues à expliquer ; il faut lire le livre. Notons enfin que nombre d'entrées, sur un mode mi-ironique, mi-profond, justifient avec bonheur bien des caractéristiques du mouvement libertaire, d'ordinaire attaquées par ses ennemis comme par ses militants. Ô blanchis sous le haris, lisez *idéomatiques, direction de conscience, caractériel, esprit de contradiction* et si vous ne souriez

PETIT LEXIQUE
PHILOSOPHIQUE DE
L'ANARCHISME
De Proudhon à Deleuze
DANIEL COLSON



pas, si vous ne pardonnez pas soudain à vos vieux ennemis, c'est que vous êtes ossifiés sans retour. Un dernier pour la route ? Voici *objectif*, typique du vocabulaire et de la méthode colsonnienne :

Objectif : l'objectif est doublement refusé par l'anarchisme, dans sa dimension spatiale, lorsqu'on parle de fait « objectif » ; dans sa dimension temporelle, lorsqu'on parle d'objectif à atteindre. Dans les deux cas il s'agit de revenir à la vieille distinction entre « objets » et « sujets », où, sous couvert de distinguer deux classes hiérarchisées d'êtres (les objets et les sujets), on tend sans cesse à soumettre tout ce qui est à la seule qualité d'objets, imputablement soumis à un ordre transcendant et extérieur où le seul sujet toléré s'identifie à Dieu et à l'État. Pour l'anarchisme, il n'existe que des sujets ou plutôt des subjectivités (voir ce mot) aussi variables dans ce qui les constitue (en taille, en qualité, et en nature des êtres associés) que l'infinité des êtres collectifs dont le réel est porteur.

Nestor Potkine

Petit Lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze, Daniel Colson, Livre de poche, Biblio essais, 370 p., 51,50 F.



Avoir vingt ans à Kaboul

Le visage volé de Latifa

LATIFA est réfugiée afghane en France avec ses parents et sa sœur. Elle a eu 21 ans cette année. Mais, depuis sa naissance, cette jeune femme a connu douze années de régime communiste, quatre ans de guerre civile durant lesquels les bombardements étaient le lot quotidien de tous les habitants de Kaboul ; et, depuis le 27 septembre 1996, elle a été, comme toutes ses compatriotes, soumise à l'atrocité du régime taliban.

« À la maison, les femmes ! »

Son histoire, Latifa la raconte avec beaucoup de clarté et de courage. Sa vie avant les talibans, malgré la guerre, était heureuse : avec ses amies, elle écoute de la musique et s'intéresse au cinéma américain et indien, elle fait des études pour devenir journaliste. Elle raconte également la vie de sa famille, de ses frères et sœurs, leurs espoirs, leurs rêves. Mais tout cet univers s'effondre et bascule en ce 27 septembre : ce temps est définitivement révolu !

Latifa exprime à merveille, et de manière très émouvante, la douleur des femmes afghanes, cloîtrées, étouffées sous leur tchadri – qui symbolise tous les interdits dont elles sont victimes et les souffrances de leur enfermement, battues en pleine rue, violées, tout simplement assassinées : « Cette fois, ils nous tuent réellement, nous, les jeunes filles et les femmes. Ils nous tuent en silence, sournoisement. Les pires interdits [...] nous anéantissent en nous mettant totalement à l'écart de la société. [...] Plus de travail pour les femmes, cela implique l'écroulement des services de santé et de l'administration. Plus d'école pour les filles, plus de soins pour les femmes, et plus d'air à respirer nulle part. À la maison, les femmes ! Ou alors sous le tchadri. Hors de la vue des hommes ! C'est une négation totale de la liberté individuelle, un véritable racisme sexuel. » (pp.49-50)

Depuis l'arrivée des talibans, Latifa et sa sœur, Soraya, ancienne hôtesse de l'air, ne sortent plus. Leur mère, qui ne peut plus exercer sa profession de gynécologue, s'enfonce dans le désespoir et la dépression, cherchant un abri dans son sommeil de somnifères. Tout cela sous le regard horrifié des hommes de la famille. Tout cela à cause des talibans.

L'Afghanistan des talibans

Mais Latifa ne limite pas son témoignage à sa propre histoire ou à celle de sa famille ; son livre, rempli d'anecdotes diverses, est un véritable appel à l'aide, lancé au nom de toutes les femmes afghanes. Un jour, trois jeunes filles en tchadri débarquent dans l'appartement familial pour être soignées clandestinement par la mère de Latifa. L'horreur transparaît dans la simplicité de ces mots, la nudité du ton, et nous laisse dans une attitude de dégoût et de révolte informulables : « Elles ont à peu près ton âge, Latifa, quinze ou seize ans... Des talibans les ont capturées pendant leur offensive sur la plaine de Chamali. Une bande d'une quinzaine d'hommes. Ils les ont violées... tous les

quinze. C'est épouvantable, mais... ce n'est pas tout... Ils ont mutilé leurs parties génitales, ils les ont déchirées... » (pp.83-84)

Après plusieurs années d'enfermement et un voyage clandestin au Pakistan pour se faire soigner, Latifa reprend un peu d'énergie en organisant chez elle avec sa sœur et des amies une école clandestine. Cette activité, malgré le danger de mort qu'elle représente, aide les jeunes filles à rester en vie, à se sentir encore exister.

Et l'Occident ?

Ce n'est qu'en 2001 que l'on propose à Latifa, à sa sœur et à ses parents, de se rendre en France pour témoigner auprès des commissions européennes et françaises du sort des femmes de son pays. C'est pour eux une occasion de quitter l'Afghanistan, mais cette escapade a des conséquences amères : leur maison de Kaboul a été détruite et ils ne peuvent plus rentrer dans leur pays sous peine de mort.

La douleur de ces femmes est d'autant plus grande qu'elle se heurte généralement à l'indifférence occidentale la plus profonde. C'est ce constat qui peine surtout Latifa depuis qu'elle est en France, malgré les quelques amis qui les ont aidés depuis leur arrivée, notamment des journalistes d'*Elle*.

Latifa entend d'écrire ce livre en octobre. Elle ne fait aucune remise en cause ni des régimes politiques en eux-mêmes ni des problèmes d'intégrisme religieux. En quelque sorte, quand on a vécu ce qu'elle a vécu, ce n'est plus ce qui compte ; ce qui lui importe vraiment, déclarait-elle dans une interview télévisée, est de témoigner de la vie, ou plutôt de la mort des femmes afghanes au milieu de l'indifférence mondiale, et même de la bénédiction des États-Unis quand ils soutenaient les talibans. Latifa n'est pas une révolutionnaire, c'est une femme meurtrie qui crie pour ne pas mourir, qui se rattache à la possibilité qu'elle a désormais de proclamer la vérité, de pleurer ses sœurs afghanes et de lancer un appel à l'aide en leur nom.

Qui parle dans le monde ? Les armes

Comment ne pas se sentir ému, et en même temps mal à l'aise de notre passivité lorsque s'achève le récit :

« Le 11 septembre, l'Amérique est touchée en plein cœur. Le 13 septembre, Ahmed Shah Massoud est mort. Le 7 octobre, les Américains entrent en guerre contre les talibans. J'achève mon humble récit à l'heure où les armes parlent à notre place. Comme toujours. *Azadi* signifie liberté dans notre langue. Mais qui parle, en Afghanistan ? Je ne sais plus. »

Fabrice

groupe Claaaash, Paris

Le livre de Latifa, *visage volé. Avoir vingt ans à Kaboul* a été publié en novembre de cette année aux éditions Anne-Carrière, et coûte 98 F.



CD disponible contre 50 francs (+ 10 F de frais de porcs)
Chèques à l'ordre de Tristan Bregnard
Tristan Bregnard, 12 Av. du Général Vincent, 30700 Uzès
Contact : 04 66 22 56 02

Soldat

Un surhomme, ici ou là
Avec ses pensées avancées
Et ses regards de faucon
Ornés de rayons cosmiques

Soldat, tu n'es pas un sur-
homme
Déshabilite-toi devant ta
conscience
Réfléchis avec ta figure dans la
glace
Sur ton uniforme
Sur les armes que tu portes
Et sur l'assassin que tu deviens
Réfléchis sur l'autorité
Qui t'apprend à tuer

Soldat, tu n'es pas un sur-
homme
Déshabilite-toi et réfléchis
Sur l'avenir de l'homme
Il n'est pas fait pour tuer
Sous aucun prétexte que ce soit
Ni pour porter un uniforme
Qui le transforme
En clown

Soldat, tu n'es pas un sur-
homme
Enlève et déchire ton uniforme
Enterre-le au fond de ton âme
Ton arme
Casse-la en mille morceaux
Et jette-les dans l'abîme de tes
pensées
Ton supérieur
Dégrade-le publiquement jus-
qu'à la peau
Et envoie-le dans le désert de
l'espace

Voici maintenant
Tu es un surhomme
Avec tes pensées avancées
Et tes regards de faucon
Ornés de rayons cosmiques
Dans un monde chaotique

Agop Karakaya

Extrait de Loin, au-delà de l'horizon,
éditions Caractères, Paris, 1996



André Gill,
Madame Anastasie
(la censure)
L'Éclipse, n° 299,
17 juillet 1874

Tivaouane

Des alternatives sociales et éducatives
au Sénégal

Un film de Guillaume Burnod
et de David Rappe

A TIVAOUANE, ville du Sénégal de 40 000 habitants, un groupe de militant(e)s pédagogiques, syndicaux et politiques, accompagnés d'habitants des quartiers, ont mis en place des initiatives autogérées répondant à leurs besoins quotidiens dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé. Ils ont notamment créé le centre AUPEJ (Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse).
L'AUPEJ, c'est aujourd'hui des locaux qui abritent une garderie éducative, des cours de soutien scolaire, un centre de formation pour des jeunes filles qui y suivent un apprentissage de la couture, des cours d'alphabétisation mais aussi des « causeries » sur l'hygiène domestique ou la sexualité, ou encore des cours d'alphabétisation pour des mères de famille à Tivaouane, comme dans les villages environnants.

Mais l'AUPEJ et ses militant(e)s sont aussi impliqué(e)s dans d'autres initiatives comme l'ACAPES (un collège-lycée alternatif), une caisse populaire d'épargne et de crédit ou une mutuelle de santé tenues et organisées par les femmes.

Au total, à l'échelle de la ville, plusieurs centaines de personnes participent à toutes ces initiatives.

Il faut beaucoup d'énergie et d'audace pour faire vivre de telles structures dans une ville où le quotidien est marqué par la précarité à tous les niveaux, où les services publics sont inexistantes ou en

pleine déliquescence et où l'école publique reste une vaste caricature de l'école coloniale de la troisième république.

C'est tout cela que nous vous proposons de découvrir à travers ce documentaire de 46 minutes.

L'intégralité des bénéfices de la vente de cette cassette sera versée aux différentes structures présentes dans ce film.

Pour tout contact et tout soutien : Centre d'éducation libertaire Bonaventure, 35, allée de l'Angle, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.
Tél. : 05 46 75 08 92

E-mail :
bonaventure@wanadoo.fr
Éditions du Monde libertaire
Éditions Bonaventure
Cassette VHS/Secam,
46 minutes,
prix : 80 F - 12,20 euros



Abonnez-vous

Abonnez-vous

Censure politique en France : un livre interdit de diffusion et un second sur le point de l'être

JEUEDI 6 DÉCEMBRE, le juge des référés du TGI de Versailles a interdit aux éditions Carnot de diffuser le livre de Jean-Loup Izambert, *Crédit agricole hors la loi ?*, jusqu'au 15 décembre, date d'entrée en bourse du Crédit agricole. L'ouvrage devait être placé en librairie en fin de semaine. Pour la première fois, un tribunal, ignorant la liberté constitutionnelle d'expression et niant le droit d'information du public, a interdit un ouvrage dont il n'avait pas pris connaissance. Pour le magistrat, bien qu'aucune imputation précise n'ait pu être reprochée à l'auteur, la divulgation de révélations sur le fonctionnement de la banque ne manquerait pas d'affecter la réputation de celle-ci et de nuire à sa prochaine cotation en Bourse.

Mardi 4 décembre, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant a violemment critiqué le livre du juge Clément Schouler (Syndicat de la magistrature), *Vos papiers ! Que faire face à la police ?* (éditions L'Esprit frappeur). À la tribune de l'Assemblée nationale, le ministre a qualifié l'ouvrage de « scan-

daleux et insultant », avant d'annoncer qu'il porterait plainte aux côtés de policiers du SNOP (Syndicat national des officiers de police). En effet, la préface de l'ouvrage précise qu'il expose les droits des citoyens face à des contrôles de police pour répondre à la situation croissante des « contrôles au faciès ». Pour le ministre et des membres du SNOP, l'évocation de ces contrôles serait diffamatoire envers la police nationale.

Pour acheter *Vos papiers ! Que faire face à la police ?* avant son interdiction : envoyer 10F par exemplaire + 10F de frais de port quel que soit le nombre d'exemplaires à L'Esprit frappeur, 9, passage Dagorno, 75020 Paris.

Pour réserver *Crédit agricole hors la loi ?* et en obtenir un exemplaire le 15 décembre, avant qu'une nouvelle interdiction (définitive cette fois) ne soit prononcée : envoyer 131,19F (20 euros) aux Éditions Carnot, 10, quai Jean Mermoz, 78400 Chatou.

Vie du mouvement

Marseille Contre l'expulsion du squat l'Huilerie occupée

HIER soir avait lieu une soirée publique (concert) à l'Huilerie occupée, squat marseillais, un lieu de vie collective et d'activités autogérées (restaurants, sérigraphie, conférences, concerts, fanzinothèque, projection de films, atelier réparation de vélos, etc.). Le tout est gratuit. Ce lieu est ouvert depuis deux ans. Dimanche, vers 2 heures du matin, une brigade de police a immédiatement tenté d'interpeller les personnes présentes devant le lieu. Ils ont lâché leurs chiens et ont matraqué et gazé de nombreuses personnes (au moins une quinzaine) dont certaines ont été blessées. Puis ils ont cherché à rentrer en force dans le squat. Face aux menaces explicites des forces de l'ordre, pour empêcher une expulsion illégale et protéger les personnes présentes (250 personnes), les habitants ont barricadé les portes de leur domicile. Comme si une intervention massive avait été programmée par avance. Dans les minutes qui ont suivi, de très nombreux effectifs de police (environ 100 policiers de la Bac, CRS ou encore pompiers) ont bloqué les rues adjacentes (rue du Commandant-Mage et rue Montricher). Les personnes qui arrivaient au squat à ce moment-là ont été violemment interpellées. L'une d'entre elles s'est fait casser le bras au cours de son arrestation et a été hospitalisée à l'hôpital Nord de Marseille (en garde à vue). L'Huilerie occupée a ensuite été assiégée pendant plus de deux heures. Dans le contexte actuel de répression, la police



s'est encore une fois illustrée par un usage systématique de la violence. Cette violence risque d'être décuplée d'ici à six jours, lorsque l'huilerie sera légalement expulsable (le 8 décembre, une semaine avant le début de la trêve d'hiver). Le collectif entend agir rapidement pour dénoncer ces attaques policières, résister à son expulsion et poursuivre ces multiples activités en conservant toutes leur dimension publique. Nous exigeons la libération immédiate de toutes les personnes interpellées cette nuit. La violence de la police ne nous fera pas taire. Elle renforce au contraire notre détermination à changer ce monde. Pour un squat expulsé, il y a cent maisons vides à ouvrir.

Les occupant(e)s de l'Huilerie et des gens de partout
Le squat l'Huilerie occupée à Marseille,
15, boulevard Montricher, 13001 Marseille.
Contact : 06 99 85 03 52.
Agence de presse A-Infos.
Information d'intérêt pour et au sujet des anarchistes



NOUS vous donnions il y a peu des nouvelles de Babouze. Après son licenciement, il souhaite aller devant les prud'hommes. Hélas, les avocats coûtent cher et, s'il a bon espoir pour la fin, le début pose problème : il manque un peu d'argent. Aussi, pour pallier cette situation regrettable, il lance une souscription.

Pour témoigner de votre pleine solidarité face au politiquement correct, adressez vos dons à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettra. Chèques à l'ordre de François-Henry Monier.

Souscription au Monde libertaire

Octobre 2001

Martin J. : 43 F. Cathelain P., Le Plaidier R., Thebaud Y., Hall D., Yanacopoulos M., Pla C., Zumpe M., Gieure R., Oreal, Nikolov A., Bargiarielli F., Ruiz J.-F., Perez P., Meynard L., Varenne C., Vignal T., Barbedette, Calas, Hominal, Klotz : 50 F. Cabanel C., Drea J.-F. : 100 F. Puig J.-A., Boisseau C., Ecial : 150 F. Fayel, Ramos P. : 200 F.

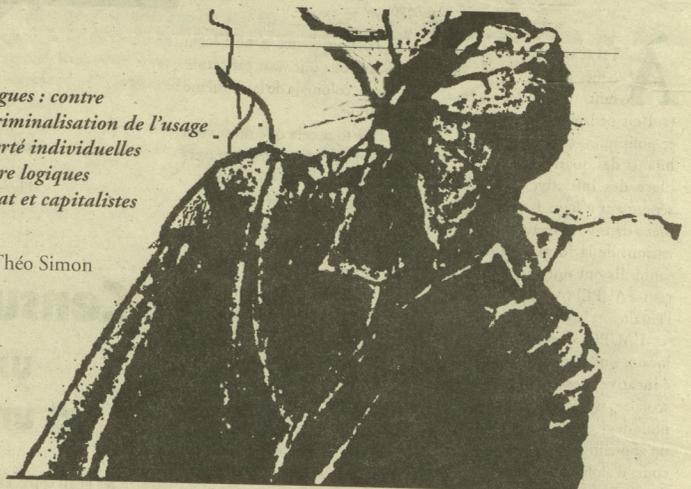
Novembre 2001

Serra J., Steiger, Remond J., Prat N., Lavie C., Plam, Azmanova D.-V., Joly D., Moyet, Devilliers, Marchaud-Maillet, Grenier S., Alonso S. : 50 F. Guignard, Guignat Y. : 100 F. Sanchez C., Leboucher L. : 150 F. Bes P. : 200 F. Evenas G. : 350 F. Kottel : 650 F. Stas J. : 1200 F.

Parution prochaine :

*Drogues : contre la criminalisation de l'usage
Liberté individuelles
contre logiques d'Etat et capitalistes*

par Théo Simon



brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

Guerre migratrice

KANDAHAR s'est rendu, le mollah Omar est en fuite, Ben Laden est introuvable, la conférence de Bonn débouche sur un accord...

La guerre en Afghanistan est pratiquement terminée, encore une fois, nous n'allons certainement pas pleurer des fous comme les talibans. Les Américains disent avoir la certitude que Ben Laden se trouve encore en Afghanistan, c'est à voir. Et après ? Il nous restera toujours le cortège de lois sécuritaires, et la certitude que d'ici à quelques mois un autre pays

sera déclaré « terroriste » et attaqué. Pour finalement que dans un dix, vingt ans, un autre attentat intervienne, mais le gouvernement des USA n'a tiré aucune leçon des attentats. Il ne s'est pas demandé pourquoi on l'avait frappé, pourquoi certains s'en étaient réjouis ? Il ne veut pas se remettre en question, à nous de le faire !

Act-up

SAMEDI 1^{er} décembre 2001, avait lieu la manifestation appelée, entre autres, par Act-up, sur le sida. Environ 3 000 personnes ont défilé sous la pluie

de République à l'Opéra avec un sit-in allongé place des Victoires. La FA était représentée par quatre personnes avec une banderole. J'en profite pour faire un rappel aux copains : une manif, ça se fait à plusieurs. Chose inhabituelle, les flics nous ont détournés de notre parcours pour nous obliger à prendre les petites rues. Est-ce pour la sécurité ou pour nous museler ?

Pub antisémite

DANS le journal, je tombe sur une pub pour une association dédonna-

geant les victimes du nazisme. Le slogan disait : Si vous avez été victime du nazisme en tant que Tzigane, homosexuel, témoin de Jéhova, handicapé... point final. Pas un mot sur le génocide juif. Mais comme on dit ce n'est qu'un détail.

À qui le tour ?

QUEL SERA le prochain pays du mal frappé par les saintes bombes de Bush ? Quels seront les prochains civils massacrés au nom de la sécurité nationale ? Le congrès états-uniens a demandé à

Bush de « renverser » Saddam Hussein ? Mais on dit aussi que les États-Unis pourraient soutenir une attaque de l'armée éthiopienne (connue pour ses massacres, pardon, dommages collatéraux) en Somalie. Quand les forces du bien, comme ils se nomment comprendront-ils qu'on ne détruit pas le terrorisme à coups de bombes ? Mais, dirons les dirigeants-guignols de chaque côté, nous ne sommes que de petits terroristes qui n'ont pas compris qu'il fallait tuer ou mourir avec Dieu de notre côté.

Du quel ? Allez savoir...